

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2581

17 octobre 2013

SOMMAIRE

Airest Collezioni S.à r.l.	123881	Hoffmann Investment S.A.	123888
AirFlowControl S.A.	123888	Jadedream & Cie S.C.A.	123845
Atalante SPF S.A.	123844	Jarkride SPF S.A.	123843
Aviva Investors Hadrian Capital Fund 1 SI- CAV-SIF	123880	Johnebapt SPF S.A.	123844
Aviva Investors Hadrian Capital Fund 1 SI- CAV-SIF	123878	ManCo1 Holding PE S.C.A.	123885
Barjac S.A.	123842	N.A.P.I. SPF S.A.	123843
Blueleaf S.à r.l.	123865	Ordre des experts indépendants profes- sionnels en automobile	123887
Capital International Emerging Markets Fund	123844	Patrinvest	123842
Clost S.A.	123845	S.A.F.E. SPF S.A.	123843
Diversified Investments S.A.	123842	Société Nationale de Contrôle Technique S.A.	123888
Faenza Holding S.à r.l.	123846	tvb-consulting s.à r.l.	123888
		XAIA CREDIT	123845

Patrinvest, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 69.080.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mercredi 6 novembre 2013 à 15h30 au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de EUR 24 137 400,00 (vingt-quatre millions cent trente-sept mille quatre cents euros) de façon à porter le montant actuel de EUR 294 000 000,00 (deux cent quatre-vingt-quatorze millions d'euros) à EUR 269 862 600,00 (deux cent soixante-neuf millions huit cent soixante-deux mille six cents euros) par le biais d'une annulation de 1 642 (mille six cent quarante-deux) actions propres sans désignation de valeur nominale, représentant les actions propres détenues par la Société et matérialisées par les actions n°1 à 100, 401 à 600, 15 001 à 16 000, 19 311 à 19 600, 19 653 à 19 665, 19 709 à 19 720 et 19 972 à 19 998.
2. Modification subséquente de l'Article 6 des statuts de la Société.
3. Modification du 4^{ème} paragraphe de l'article 23 des statuts (composition du bureau de l'assemblée générale)
4. Divers.

Référence de publication: 2013143145/20.

Barjac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 153.867.

Les actionnaires de la Société sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra extraordinairement au siège social de la société, le vendredi 8 novembre 2013 à 11.30 heures, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport du commissaire sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2012 et approbation desdits comptes annuels;
2. Affectation du résultat des comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2012;
3. Quitus aux administrateurs et au commissaire;
4. Décision à prendre dans le cadre de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
5. Questions diverses.

Les actionnaires sont informés que les points 1 à 3 de l'ordre du jour de l'assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée ne pourra par contre délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour que si la moitié au moins du capital social est présente ou représentée et la décision, pour être valable, devra réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013143147/23.

Diversified Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.316.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 4 novembre 2013 à 12:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire

123843

4. Modification de la composition du Conseil d'Administration
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013144567/795/18.

S.A.F.E. SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 54.845.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 24 octobre 2013 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013136526/16.

N.A.P.I. SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 28.416.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 24 octobre 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013136528/1031/15.

Jarkride SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 30.082.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 24 octobre 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013136529/1031/16.

Johnebapt SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 32.872.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 24 octobre 2013 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013136530/16.

Atalante SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 151.197.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 24 octobre 2013 à 14h00 au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013136532/1031/15.

Capital International Emerging Markets Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 33.347.

The Shareholders of Capital International Emerging Markets Fund (CIEMF) are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (AGM) of CIEMF that will be held at the registered office of the Company on 31 October 2013 at 2.00 pm CET with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Audited Annual Report of the Company (including the Report of the Board of Directors to the Shareholders, the Financial Statements and the Independent Auditor's Report) for the reporting period ended 30 June 2013.
2. Decision on the allocation of net results.
3. Discharge of the Directors for the fiscal year ended 30 June 2013.
4. Election of Luis Freitas de Oliveira, Joanna Jonsson, Pierre-Marie Bouvet de Maisonneuve and Stephen Gosztony as Directors of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in October 2014.
5. Re-appointment of PricewaterhouseCoopers Société coopérative as Auditor of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in October 2014.
6. Miscellaneous.

Shareholders who cannot be present in person at the meeting and wish to be represented are entitled to appoint a proxy to vote for them. To be valid, the proxy forms must be completed and received at the registered office of CIEMF (marked for the attention of Ms Mara Marangelli; fax number: +352 46 26 85 825 or by mail using the reply paid form)

prior to 5.00 pm CET on 30 October 2013. Proxy forms can be obtained by contacting Ms Mara Marangelli at the +352 46 26 85-1.

The resolutions on the AGM agenda require no quorum and can be passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

For and on behalf of the Board of Directors.

Référence de publication: 2013139422/755/30.

Clost S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7268 Bereldange, 23, Cité Aline Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 25.286.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 24 octobre 2013 au siège social à 10:00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 30 juin 2013 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrations et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013141023/1616/15.

Jadedream & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 168.114.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 25 octobre 2013 à 11.00 heures au siège social 15, boulevard Roosevelt, L-2450 LUXEMBOURG.

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
2. Affectation du résultat de l'exercice 2012;
3. Décharge au gérant et aux membres du conseil de surveillance pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2012;
4. Décharge au gérant et aux membres du conseil de surveillance pour la non-tenue de l'assemblée générale ordinaire à la date statutaire.

Conformément à l'article 23 des statuts, les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire, actionnaire ou non.

L'associé commandité.

Référence de publication: 2013140230/687/20.

XAIA CREDIT, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement betreffend den Teilfonds XAIA CREDIT Debt Capital, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 17. Oktober 2013.

Für den XAIA Credit

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Katrin Nickels

Référence de publication: 2013143114/12.

(130174300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Faenza Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 177.729.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of the month of August.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of “Faenza Holding S.à r.l.” (the “Company”), a société à responsabilité limitée having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg incorporated on 31 March 2013 by deed of Me Henry Hellinckx, notary, prenamed, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, n° 1755 of 22 July 2013 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 177.729.

The meeting was presided by Me Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary and scrutineer Me Ana Bramao, maître en droit, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the proxyholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will be attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

As it appeared from said attendance list, all twenty thousand (20,000) shares in issue in the Company were represented at the general meeting and the shareholders of the Company declared that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting was validly constituted and able to validly decide on all the items on the agenda.

2. The agenda of the meeting is as follows:

(I) To restructure the issued share capital of the Company by:

(A) reducing the issued share capital by the cancellation all twenty thousand (20,000) shares in issue (acknowledging the capital increase referred to below) and allocating of the capital reduction amount to the reserves of the Company (share premium account);

(B) creating two (2) different categories of shares, namely (i) the Ordinary shares, divided into five (5) classes, namely classes O-I, O-II, O-III, O-IV, and O-V, and (ii) the Preferred Shares divided into five (5) classes, namely classes P-I, P-II, P-III, P-IV, and P-V and determine the rights and obligations thereof by amending of the articles of incorporation as set forth below under item (E);

(C) changing the nominal value per share to one euro cent (EUR 0.01);

(D) increasing the issued share capital of the Company to thirty-seven million five hundred thousand euros Euro (37,500,000) by the issue of

(i) a total of thirty-eight million three hundred thousand (38,300,000) Ordinary Shares of five (5) different Classes as follows:

(a) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-I Shares;

(b) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-II Shares;

(c) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-III Shares;

(d) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-IV Shares; and

(e) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-V Shares;

for a total issue price for the new Ordinary Shares of thirty-eight million three hundred thousand Euro (EUR 38,300,000) and

(ii) a total of three hundred and thirty-six million seven hundred thousand (336,700,000) Preferred Shares of five (5) different Classes as follows:

(a) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-I Shares;

(b) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-II Shares;

(c) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-III Shares;

(d) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-IV Shares; and

(e) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-V Shares;

for a total issue price for the new Preferred Shares of three hundred and thirty-six million seven hundred thousand Euro (EUR 336,700,000)

each new share with a nominal value of one Euro cent (EUR0.01); subscription to the new shares by existing shareholders and a new shareholder (the “Subscribers”) as set forth below for a total aggregate subscription price of three hundred and seventy-five million Euro (EUR 375,000,000); payment of the subscription price in cash; allocation from the subscription price of an amount equal to the aggregate nominal value of the new shares so issued to the share capital, an

amount equal to 10% of the share capital to the legal reserve and the remainder to the freely distributable share premium of the Company,

Subscriber	Number of Ordinary shares subscribed (per class) In each of Classes O-I to O-V
Fifth Cinven Fund (No.1) Limited Partnership	1 489 680
Fifth Cinven Fund (No.2) Limited Partnership	1 232 830
Fifth Cinven Fund (No.3) Limited Partnership	1 591 394
Fifth Cinven Fund (No.4) Limited Partnership	1 382 436
Fifth Cinven Fund (No.5) Limited Partnership	574 286
Fifth Cinven Fund (No.6) Limited Partnership	1 290 178
Fifth Cinven Fund Co-Investment Partnership	99 196
Total per each of Classes O-I to O-V	<u>7 660 000</u>
Total Ordinary Shares (all Classes O-I to O-V)	38 300 000
Subscriber	Number of Preferred Shares subscribed (per class) In each of classes P-I to P-V
Fifth Cinven Fund (No.1) Limited Partnership	13 073 216
Fifth Cinven Fund (No.2) Limited Partnership	10 819 128
Fifth Cinven Fund (No.3) Limited Partnership	13 965 818
Fifth Cinven Fund (No.4) Limited Partnership	12 132 064
Fifth Cinven Fund (No.5) Limited Partnership	5 039 846
Fifth Cinven Fund (No.6) Limited Partnership	11 322 400
Fifth Cinven Fund Co-Investment Partnership	987 528
Total per each of Classes P-I to P-V	<u>67 340 000</u>
Total Preferred Shares (all Classes P-I to PO-V)	336 700 000

(II) Amendment and restatement of the articles of association of the Company in their entirety to provide for the resolutions above, the rights and obligations of the Ordinary Shares and the Preferred Shares, the different classes of shares and such other amendments as set forth therein, substantially in the form attached to the proxies to the meeting.

After deliberation the meeting unanimously took the following resolutions (all as one sole resolution):

Sole resolution

The meeting resolved to restructure the capital structure of the Company as follows:

The meeting resolved to reduce the issued share capital to zero (acknowledging the capital increase referred to below) and to cancel all twenty thousand shares in issue in the Company. The meeting resolved to allocate the share capital reduction amount to the reserves of the Company, namely to the share premium account.

The meeting resolved to create two (2) different categories of shares, namely (i) the Ordinary Shares, divided into five (5) classes, namely classes O-I, O-II, O-III, O-IV, and O-V, and (ii) the Preferred Shares divided into five (5) classes, namely classes P-I, P-II, P-III, P-IV, and P-V. The meeting resolved that the Ordinary Shares and the Preferred Shares of the different classes shall have the rights and obligations as set forth in the amended and restated articles of incorporation of the Company resolved upon below.

The meeting resolved to change the nominal value of the shares of the Company to one euro cent (EUR 0.01).

The meeting resolved to increase the issued share capital of the Company to thirty-seven million five hundred thousand Euro (EUR 37,500,000) by the issue of

(i) a total of thirty-eight million three hundred thousand (38,300,000) Ordinary Shares of five (5) different Classes as follows:

(a) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-I Shares;

- (b) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-II Shares;
- (c) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-III Shares;
- (d) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-IV Shares; and
- (e) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-V Shares;

for a total issue price for the new Ordinary Shares of thirty-eight million three hundred thousand Euro (EUR 38,300,000) and

(ii) a total of three hundred and thirty-six million seven hundred thousand (336,700,000) Preferred Shares of five (5) different Classes as follows:

- (a) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-I Shares;
- (b) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-II Shares;
- (c) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-III Shares;
- (d) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-IV Shares; and
- (e) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-V Shares;

for a total issue price for the new Preferred Shares of three hundred and thirty-six million seven hundred thousand Euro (EUR 336,700,000)

each new Share with a nominal value of one Euro cent (€ 0.01).

Thereupon the Subscribers, each represented by Me Toinon Hoss, prenamed, pursuant to a proxy dated August 2013 (a copy of which shall be registered together with the present deed) subscribed each to the number of shares of the category and classes as set forth against its name in the agenda and provided for the payment of the subscription price of three hundred and seventy-five million euro (EUR 375,000,000) in cash and the meeting confirmed the capital increase and issue the new shares as set forth above.

Evidence of the payment of the total subscription price of the new Ordinary and Preferred Shares was shown to the notary.

The meeting resolved to allocate from the total subscription price, an amount equal to the aggregate nominal value of the new Shares so issued to the issued share capital, an amount equal to 10% of the issued share capital to the legal reserve and the remainder to the freely distributable share premium of the Company.

The meeting resolved to amend and restate the articles of association of the Company in their entirety to provide for the resolutions above, the rights and obligations of the Ordinary Shares and the Preferred Shares, the different classes of shares and such other amendments as set forth therein, as set forth below:

Amended and Restated Articles of Incorporation

Art. 1. Form, Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Faenza Holding S.à.r.l.” (the “Company”) is formed by the appearing parties and all persons who will become Shareholders thereafter. The Company will be governed by these Articles of Incorporation and the relevant legislation.

Art. 2. Object.

2.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

2.3 In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.4 Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an undetermined period.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

4.2 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the Board of Managers. The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

4.3 In the event that the Board of Managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered

office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the Board of Managers.

Art. 5. Share capital.

5.1 The issued share capital of the Company is set at thirty-seven million five hundred thousand Euro (EUR 37,500,000) divided into a total of

- (i) thirty-eight million three hundred thousand (38,300,000) Ordinary Shares, namely
 - (a) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-I Shares,
 - (b) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-II Shares
 - (c) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-III Shares
 - (d) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-IV Shares, and
 - (e) seven million six hundred and sixty thousand (7,660,000) Class O-V Shares

and

- (ii) three hundred and thirty-six million seven hundred thousand (336,700,000) Preferred Shares, namely
 - (a) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-I Shares,
 - (b) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-II Shares,
 - (c) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-III Shares,
 - (d) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-IV Shares, and
 - (e) sixty-seven million three hundred and forty thousand (67,340,000) Class P-V Shares,

each Share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) and with such rights and obligations as set out in the present Articles of Incorporation.

5.2 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

5.3 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class(es).

5.3.1 In the case of repurchases and cancellations of an Ordinary Class of Shares such cancellations and repurchases shall be made with respect to the entire Ordinary Class of Shares to which the relevant Ordinary Class Period relates (provided that the General Meeting may always decide that more than one Ordinary Class are repurchased and cancelled during the same Ordinary Class Period in which case the rights of the Ordinary Class(es) which are repurchased and cancelled outside of their relevant Ordinary Class Period, shall be determined pursuant to Article 14.

5.3.1.1 The period for the Class O-I Shares is the period starting on [29th August 2013] and ending on the earlier of (i) the Ordinary Class R/C Date of Class O-I and (ii) on 31 December 2014 (the "Class O-I Period").

5.3.1.2 The period for the Class O-II Shares is the period starting on the day after the end of the Class O-I Period and ending on the earlier of (i) the Ordinary Class R/C Date of Class O-II and (ii) 31 December 2015 (the "Class O-II Period").

5.3.1.3 The period for the Class O-III Shares is the period starting on the day after the end of the Class O-II Period and ending on the earlier of (i) the Ordinary Class R/C Date of Class O-III and (ii) 31 December 2016 (the "Class O-III Period").

5.3.1.4 The period for the Class O-IV Shares is the period starting on the day after the end of the Class O-III Period and ending on the earlier of (i) the Ordinary Class R/C Date of Class O-IV and (ii) 31 December 2017 (the "Class O-IV Period").

5.3.1.5 The period for the Class O-V Shares is the period starting on the day after the end of the Class O-IV Period and ending on the earlier of (i) the Ordinary Class R/C Date of Class O-V and (ii) 31 December 2018 (the "Class O-V Period").

5.3.2 In the case of repurchases and cancellations of a Preferred Class of Shares such cancellations and repurchases shall be made with respect to the entire Preferred Class of Shares to which the relevant Preferred Class Period relates.

5.3.2.1 The period for the Class P-I Shares is the period starting on [29th August 2013] and ending on the earlier of (i) the Preferred Class R/C Date of Class P-I and (ii) on 31 December 2014 (the "Class P-I Period").

5.3.2.2 The period for the Class P-II Shares is the period starting on the day after the end of the Class P-I Period and ending on the earlier of (i) the Preferred Class R/C Date of Class O-II and (ii) 31 December 2015 (the "Class O-II Period").

5.3.2.3 The period for the Class O-III Shares is the period starting on the day after the end of the Class O-II Period and ending on the earlier of (i) the Preferred Class R/C Date of Class P-III and (ii) 31 December 2016 (the "Class P-III Period").

5.3.2.4 The period for the Class P-IV Shares is the period starting on the day after the end of the Class P-III Period and ending on the earlier of (i) the Preferred Class R/C Date of Class P-IV and (ii) 31 December 2017 (the “Class P-IV Period”).

5.3.2.5 The period for the Class P-V Shares is the period starting on the day after the end of the Class P-IV Period and ending on the earlier of (i) the Preferred Class R/C Date of Class P-V and (ii) 31 December 2018 (the “Class P-V Period”).

5.4 Where a Class of Shares has not been repurchased and cancelled within its relevant Class Period and is still in existence at the end thereof, a new period (the “New Class Period”) for such Class of Shares shall commence on the date after the end of the last Class Period and end at the earlier of (i) the Class R/C Date of such Class and (ii) 31 December of the same year. The first New Class Period shall start on the day after the last day of the Class O-V Period respectively the Class P-V Period and the Classes of Shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from Class O-I or P-I A to Class O-V or P-V (to the extent not previously repurchased and cancelled).

5.5 For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a Class of Shares takes place prior to the last day of its Class Period, the Class Period of the next following Class of Shares shall start on the day after the repurchase and cancellation of such Class of Shares and end as provided for herein.

5.6 Repurchase and Cancellation Ordinary Classes

5.6.1 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of an Ordinary Class of Shares (in the order provided for in article 5.3), such Ordinary Class of Shares gives right to the holders thereof (subject as set forth below) pro rata to their holding in such Ordinary Class to the Total Ordinary Cancellation Amount and the holders of Ordinary Shares of the repurchased and cancelled Ordinary Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Ordinary Share for each Share of the relevant Ordinary Class held by them and cancelled.

5.6.2 The Total Ordinary Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board of Managers on the basis of the relevant Interim Accounts taking into account available funds and assets, and approved by the General Meeting. The Total Ordinary Cancellation Amount of the Class(es) of Ordinary Shares shall be the Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class(es) unless otherwise proposed by the Board of Managers taking into account available funds and assets and resolved by the General Meeting of Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Ordinary Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.7 Repurchase and Cancellation Preferred Classes

5.7.1 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Preferred Class of Shares (in the order provided for in article 5.3), such Preferred Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such Preferred Class to the Total Preferred Cancellation Amount as determined by the Board of Managers, provided however that the Total Preferred Cancellation Amount may never be higher than such Available Amount, and the holders of Preferred Shares of the repurchased and cancelled Preferred Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Preferred Share for each Share of the relevant Preferred Class held by them and cancelled.

5.8 In the event one or more Preferred Classes are repurchased and cancelled at the same time than one or more Ordinary Classes, the Preferred Classes repurchased and cancelled shall rank ahead of the Ordinary Classes repurchased and cancelled and the Total Preferred Cancellation Amount shall be deducted (without double-counting) from the Available Amount taken into account for the determination of the Total Ordinary Cancellation Amount (of the Ordinary Shares so repurchased and cancelled).

5.9 Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company’s capital.

Art. 7. General Meeting of the Shareholders.

7.1 Each Shareholder may take part in collective decisions. Each Shareholder has a number of votes equal to the number of shares owned by such Shareholder owns and may validly act at any meeting of Shareholders through a special proxy.

7.2 Decisions by Shareholders are passed in such form as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of Shareholders of the Company. No Class meetings or resolutions are required in the Company.

7.3 Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail or courier service to all Shareholders to their address appearing in the register of Shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the Meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a Meeting the Meeting may be validly held without prior notice. In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the Shareholders at their addresses inscribed in the register of Shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon

the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

7.4 Resolutions by the General Meeting of Shareholders (or written resolutions) shall be passed in accordance with the majorities set forth hereafter: except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the General Meeting shall be validly adopted if approved by Shareholders representing more than half of the corporate capital. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least seventy five percent (75%) of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company (other than by merger as provided for by law) are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

7.5 In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on the first Tuesday of the month of June of each year at 11:00 CET. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following normal business day.

Art. 8. The Board of Managers of the Company.

8.1 The Company is managed by a Board of Managers appointed as a collegiate body by the General Meeting of Shareholders. The members of the Board of Managers (each a "Manager" or a "Board Member") may be but do not need to be Shareholders. The Board of Managers shall be composed of the number of members determined by the General Meeting of Shareholders (save for the period between one or more resignations and new appointments thereupon).

8.2 The Managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the General Meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the Managers are appointed for an undetermined period. The Managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

Art. 9. Board Proceedings.

9.1 The Board of Managers may elect a chairman and one or more vice chairman.

9.2 Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person and such meetings are deemed to be held at the registered office of the Company. Managers may be represented at meetings of the Board by another Manager without limitation as to the number of proxies which a Manager may accept and vote.

9.3 Meetings of the Board of Managers shall be called by any Board Member. Written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to the Managers twenty four hours (24H) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the notice period may be shortened and the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each Manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers.

9.4 The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers is present or represented. Decisions of the Board of Managers are validly taken by the approval of the majority of the members of the Board of Managers of the Company (including by way of representation).

9.5 The Board may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, facsimile, email or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the joint signature of two Managers or as decided by the Board.

9.6 The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by any two Managers or as may be resolved by the Board at the relevant meeting or a subsequent meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any two Managers, or as may be resolved at the relevant meeting or a subsequent meeting.

Art. 10. Board Powers, Binding Signatures.

10.1 The Board of Managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts (including acquisition, disposal, management and administration) falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the Articles of Incorporation to the General Meeting shall be within the competence of the Board of Managers. Vis-à-vis third parties the Board has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the Articles of Incorporation to the General Meeting or as may be provided herein.

10.2 The Company will be bound by the joint signature of any two Board Members or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Managers or by any two Board Members (including by way of representation).

Art. 11. Liability Managers, Indemnification.

11.1 The Managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

11.2 Subject to the exceptions and limitations listed in article 11.3, every person who is, or has been, a Manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words “claim”, “action”, “suit” or “proceeding” shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words “liability” and “expenses” shall include without limitation attorneys’ fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

11.3 No indemnification shall be provided to any Manager or officer:

11.3.1 Against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

11.3.2 With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

11.3.3 In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Managers.

11.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

11.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 12. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2013.

Art. 13. Financial Statements.

13.1 Every year as of the accounting year’s end, the annual accounts are drawn up by the Board of Managers.

13.2 The financial statements are at the disposal of the Shareholders at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Company Law.

Art. 14. Distributions.

14.1 Out of the annual net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when (and for as long as) such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company. The balance may be distributed to the Shareholders upon decision of a General Meeting of Shareholders in accordance with the provisions hereof. The Shareholders may further decide to declare and pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the Board of Managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed net profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves (including any share premium) but (without double-counting) decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law. Any distributions made pursuant to the above may only be made in accordance with the provisions set forth hereafter.

14.2 The available share premium account may be distributed to the Shareholders upon decision of a General Meeting of Shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The General Meeting of Shareholders may also decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

14.3 Any Distributed Amount made by the Company shall be allocated by the General Meeting of Shareholders in accordance with the rights of the different Classes of Shares, as set forth herebelow,

14.3.1 first to the holders of Preferred Shares in satisfaction of any accumulated (and unpaid) Preferred Distribution Right pro rata to their Preferred Shares.

14.3.2 thereafter to the holders of Ordinary Shares in the Company as follows:

14.3.2.1 the holder(s) of the Class O-I Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.10% of the nominal value of the Class O-I Shares;

14.3.2.2 the holder(s) of the Class O-II Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.15% of the nominal value of the Class O-II Shares;

14.3.2.3 the holder(s) of the Class O-III Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class O-III Shares;

14.3.2.4 the holder(s) of the Class O-IV Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class O-IV Shares;

14.3.2.5 the holder(s) of the Class O-V Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class O-V Shares;

14.3.2.6 the balance of the amount distributed shall be allocated to the Ordinary Class of Shares within whose Ordinary Class Period the distribution is declared (and pro rata to the holder of Shares of such Ordinary Class pursuant to their holding in such Ordinary Class).

14.4 The dividends declared may be paid in any currency selected by the Board of Managers and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Managers. The Board of Managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of Shareholders.

Art. 15. Preferred Distribution Rights of Preferred Shares. For each Preferred Period where a Preferred Share is in issue in the Company, such Preferred Share shall entitle the holder thereof at the time of a distribution declared in the Company to an annual cumulative preferential distribution right equal to Preferred Rate (applied at the time of the declaration pro tempore) of the Preferred Share Adjusted Value of such Preferred Share of the Company for the relevant Period (the "Preferred Distribution Rights"). The Preferred Distribution Rights not declared and not paid shall accumulate (but shall for the avoidance of doubt not be due until due declaration has been made). The Preferred Distribution Right arises from day to day (subject to the above) and be calculated on the basis of a year of 365 days.

Art. 16. Dissolution.

16.1 In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be Shareholders and who are appointed by the General Meeting of Shareholders who will specify their powers and remunerations.

16.2 On a liquidation of the Company, any Surplus shall be allocated to the Shareholders as follows:

16.2.1 first to the holders of Preferred Shares in satisfaction of any accumulated (and unpaid) Preferred Distribution Right pro rata pro rata to their Preferred Shares;

16.2.2 then to the holders of Preferred Shares, the Preferred Share Subscription Price of all Preferred Shares outstanding pro rata pro rata to their Preferred Shares;

16.2.3 thereafter to the holders of Ordinary Shares in accordance with the provisions of Article 14 (mutatis mutandis).

Art. 17. Definitions.

Articles or Articles of Association

Means the present articles of association of the Company.

Available Amount

Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums (to be) placed into un-distributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles and (iii) the in case of the repurchase and cancellation of an Ordinary Class, the entitlements of the other Ordinary Classes pursuant to Article 14, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + DE)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Shares (to be) cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles

DE = any distribution entitlement to which the Ordinary Shares (other than the repurchased and cancelled Ordinary Class of Shares) are entitled to pursuant to Article 14 (if any).

Board or Board of Managers	Means the board of managers (conseil de gérance) of the Company.
Cancellation Value Per Ordinary Share	Means the division of the relevant Total Ordinary Cancellation Amount by the number of Ordinary Shares in issue in the Ordinary Class(es) of Shares to be repurchased and cancelled.
Cancellation Value Per Preferred Share	Means the Total Preferred Cancellation Amount divided by the number of Preferred Shares of the repurchased and cancelled Class of Preferred Shares.
Certificates	Means any preferred or other equity certificates issued by the Company (if any).
Class	Means a class of Shares of the Company.
Class O-I	Means class O-I of Ordinary Shares of the Company.
Class O-II	Means class O-II of Ordinary Shares of the Company.
Class O-III	Means class O-III of Ordinary Shares of the Company.
Class O-IV	Means class O-IV of Ordinary Shares of the Company.
Class O-V	Means class O-V of Ordinary Shares of the Company.
Class Period	Means the Ordinary Class Periods and/or the Preferred Class Periods or any thereof as the context requires or as relevant and which include for the avoidance of doubt, any New Class Period of a Class of Shares determined pursuant to Article 5.
Class P-I	Means class P-I of Preferred Shares of the Company.
Class P-II	Means class P-II of Preferred Shares of the Company.
Class P-III	Means class P-III of Preferred Shares of the Company.
Class P-IV	Means class P-IV of Preferred Shares of the Company.
Class P-V	Means class P-V of Preferred Shares of the Company.
Company Law	Means the law of 10 th August 1915 on commercial companies.
Distributed Amount	Means the amount determined by the General Meeting for a dividend or distribution on the Shares (or certain Classes thereof).
General Meeting	Means the general meeting of shareholders of the Company (or as the case may be permitted under Company Law, written resolution in lieu of a meeting).
Interim Account Date	Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class(es) of Shares.
Interim Accounts	Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Ordinary Class Period	Means any of Class O-I Period, Class O-II Period, Class O-III Period, Class O-IV Period and Class O-V as relevant and any New Class Period of an Ordinary Class of Shares determined pursuant to Article 5.
Ordinary Class R/C Date	Means the date on which an Ordinary Class of Shares is repurchased and cancelled.
Ordinary Shares	Means the ordinary shares of the Company with such rights as set forth in the Articles.
Preferred Adjusted Value	Means the Preferred Share Subscription Price of a Preferred Share increased by the amount of the cumulative Preferential Distribution Rights of such Preferred Share of the previous years which accumulated but have not been paid.
Preferred Class Period	Means any of Class P-I Period, Class P-II Period, Class P-III Period, Class P-IV Period and Class P-V as relevant and any New Class Period of a Preferred Class of Shares determined pursuant to Article 5.
Preferred Class R/C Date	Means the date on which a Preferred Class of Shares is repurchased and cancelled.
Preferred Period	Means the period from the date of issue of a Preferred Share to the twelve months anniversary thereof and thereafter each twelve month period.
Preferred Rate	Means a rate of ten point seven per cent (10.7%) p.a..
Preferred Share Subscription	Means the subscription price of the relevant Preferred Shares at the time of subscription (being EUR 1.00 per Preferred Share).
Price Shares	Means the Ordinary Shares and the Preferred Shares.
Surplus	Means the amount to be distributed as liquidation surplus by the Company to the Shareholders once all debts, liabilities, charges and liquidation expenses have been met or duly provisioned for.
Total Ordinary Cancellation Amount	Means the amount determined pursuant to Article 5.
Total Preferred Cancellation Amount	Means the aggregate accumulated unpaid Preferred Distribution Rights on the Preferred Shares of the repurchased and cancelled Class of Preferred Shares and the Preferred Share Subscription Price thereof.

Art. 18. Sole Shareholder. If, and as long as one Shareholder holds all the Shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the Company law; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 19. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the Shareholders refer to the relevant legislation.

There being no further item on the agenda the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at seven thousand Euros (7,000.- EUR).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingtième-neuvième du mois d'août.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de «Faenza Holding S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, constituée le 31 mars 2013 suivant acte reçu de Me Henri Hellinckx, précité, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1755 du 22 juillet 2013 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 177.729.

L'assemblée était présidée par Me Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

A été nommé comme secrétaire et scrutateur Me Ana Bramao, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence signée par les mandataires, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence sera annexée au présent acte afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement.

Il appert de ladite liste de présence que la totalité des vingt mille (20.000) parts sociales émises dans la Société étaient représentées à l'assemblée générale et les associés de la Société ont déclaré avoir eu connaissance au préalable de l'ordre du jour, de sorte que l'assemblée était valablement constituée et pouvait valablement statuer sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

2. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

(I) Restructuration du capital social émis de la Société par:

(A) la réduction du capital social émis par l'annulation de la totalité des vingt mille (20.000) parts sociales émises (constatant l'augmentation de capital visée ci-dessous) et l'affectation du montant de la réduction de capital aux réserves de la Société (compte de prime d'émission);

(B) la création de deux (2) catégories différentes de parts sociales, à savoir (i) les Parts Sociales Ordinaires divisées en cinq (5) classes, à savoir les classes O-I, O-II, O-III, O-IV et O-V, et (ii) les Parts Sociales Préférentielles divisées en cinq (5) classes, à savoir les classes P-I, P-II, P-III, P-IV et P-V et détermination de leurs droits et obligations en modifiant les statuts tels qu'énoncés au point (E) ci-dessous;

(C) la modification de la valeur nominale par part sociale à un centime d'euro (0,01 EUR);

(D) l'augmentation du capital social émis de la Société à trente-sept millions cinq cent mille euros (37.500.000 EUR) par l'émission d'

(i) un total de trente-huit millions trois cent mille (38.300.000) Parts Sociales Ordinaires de cinq (5) Classes différentes comme suit:

(a) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-I;

(b) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-II;

(c) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-III;

(d) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-IV; et

(e) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-V;

pour un prix total d'émission pour les nouvelles Parts Sociales Ordinaires de trente-huit millions trois cent mille euros (38.300.000 €) et

(ii) un total de trois cent trente-six millions sept cent mille (336.700.000) Parts Sociales Préférentielles de cinq (5) Classes différentes comme suit:

- (a) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-I;
- (b) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-II;
- (c) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-III;
- (d) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-IV; et
- (e) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-V;

pour un prix total d'émission pour les nouvelles Parts Sociales Préférentielles de trois cent trente-six millions sept cent mille euros (336.700.000 €),

chaque nouvelle part sociale ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR); souscription aux nouvelles parts sociales par les associés existants et un nouvel associé (les «Souscripteurs») tel qu'indiqué ci-dessous pour un prix agrégé total de souscription de trois cent soixante-quinze millions euros (375.000.000 EUR); paiement du prix de souscription en numéraire; affectation à partir du prix de souscription d'un montant égal à la valeur nominale totale des nouvelles parts sociales ainsi émises au capital social, un montant égal à 10% du capital social à la réserve légale et le solde au compte prime d'émission librement distribuable de la Société,

Souscripteur	Nombre de Parts Sociales Ordinaires souscrites (par classe) Dans chacune des Classes O-I à O-V
Fifth Cinven Fund (No.1) Limited Partnership	1 489 680
Fifth Cinven Fund (No.2) Limited Partnership	1 232 830
Fifth Cinven Fund (No.3) Limited Partnership	1 591 394
Fifth Cinven Fund (No.4) Limited Partnership	1 382 436
Fifth Cinven Fund (No.5) Limited Partnership	574 286
Fifth Cinven Fund (No.6) Limited Partnership	1 290 178
Fifth Cinven Fund Co-Investment Partnership	99 196
Total par chacune des Classes O-I à O-V	7 660 000
Total des Parts Sociales Ordinaires (toutes les Classes de O-I à O-V)	38 300 000
Souscripteur	Nombre de Parts Sociales Préférentielles souscrites (par classe) Dans chacune des classes P-I à P-V
Fifth Cinven Fund (No.1) Limited Partnership	13 073 216
Fifth Cinven Fund (No.2) Limited Partnership	10 819 128
Fifth Cinven Fund (No.3) Limited Partnership	13 965 818
Fifth Cinven Fund (No.4) Limited Partnership	12 132 064
Fifth Cinven Fund (No.5) Limited Partnership	5 039 846
Fifth Cinven Fund (No.6) Limited Partnership	11 322 400
Fifth Cinven Fund Co-Investment Partnership	987 528
Total par chacune des Classes P-I à P-V	67 340 000
Total des Parts Sociales Préférentielles (toutes les Classes de P-I à P-V)	336 700 000

(II) Modification et refonte des statuts de la Société dans leur intégralité afin de refléter les résolutions ci-dessus, les droits et obligations des Parts Sociales Ordinaires et des Parts Sociales Préférentielles, les différentes classes de parts sociales et toutes autres modifications prévues dans les statuts, substantiellement dans la forme annexée aux procurations de l'assemblée.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes (toutes formant une résolution unique):

Résolution unique

L'assemblée a décidé de restructurer le capital social de la Société comme suit:

L'assemblée a décidé de réduire le capital social émis à zéro (constatant l'augmentation de capital visée ci-dessous) et d'annuler la totalité des vingt mille parts sociales émises de la Société. L'assemblée a décidé d'affecter le montant de la réduction de capital aux réserves de la Société, à savoir le compte de la prime d'émission.

L'assemblée a décidé de créer deux (2) catégories différentes de parts sociales, à savoir (i) les Parts Sociales Ordinaires, divisées en cinq (5) classes, à savoir les classes O-I, O-II, O-III, O-IV et O-V, et (ii) les Parts Sociales Préférentielles divisées en cinq (5) classes, à savoir les classes P-I, P-II, P-III, P-IV et P-V. L'assemblée a décidé que les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Préférentielles auront les droits et obligations indiqués dans les statuts modifiés et refondus de la Société décidés ci-dessous.

L'assemblée a décidé de modifier la valeur nominale des parts sociales de la Société à un centime d'euro (0,01 EUR).

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société à trente-sept millions cinq cent mille euros (37.500.000 EUR) par l'émission de

(i) un total de trente-huit millions trois cent mille (38.300.000) Parts Sociales Ordinaires de cinq (5) Classes différentes comme suit:

- (a) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-I;
- (b) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-II;
- (c) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-III;
- (d) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-IV; et
- (e) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-V;

pour un prix total d'émission pour les nouvelles Parts Sociales Ordinaires de trente-huit millions trois cent mille euros (38.300.000 EUR) et

(ii) un total de trois cent trente-six millions sept cent mille (336.700.000) Parts Sociales Préférentielles de cinq (5) Classes différentes comme suit:

- (a) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-I;
- (b) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-II;
- (c) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-III;
- (d) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-IV; et
- (e) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-V;

pour un prix total d'émission pour les nouvelles Parts Sociales Préférentielles de trois cent trente-six millions sept cent mille euros (336.700.000 EUR),

chaque nouvelle part sociale ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR).

À la suite de quoi, les Souscripteurs, chacun étant représenté par Me Toinon Hoss, précitée, en vertu d'une procuration datée du août 2013 (dont une copie sera enregistrée avec le présent acte) ont chacun souscrit au nombre de parts sociales de la catégorie et des classes indiquées à côté de leurs noms dans l'ordre du jour et ont payé le prix de souscription de trois cent soixante-quinze millions euros (375.000.000 EUR) en numéraire et l'assemblée a confirmé l'augmentation de capital et l'émission des nouvelles parts sociales telles qu'indiquées ci-dessus.

Preuve du paiement de la totalité du prix de souscription des nouvelles Parts Sociales Ordinaires et Préférentielles a été montrée au notaire.

L'assemblée a décidé d'allouer à partir du prix total de souscription un montant égal à la valeur nominale totale des nouvelles Parts Sociales ainsi émises au capital social émis, un montant égal à 10% du capital social émis à la réserve légale et le solde au compte de prime d'émission librement distribuable de la Société.

L'assemblée a décidé de modifier et de refondre les statuts de la Société dans leur intégralité afin de refléter les résolutions ci-dessus, les droits et obligations des Parts Sociales Ordinaires et des Parts Sociales Préférentielles, les différentes classes de parts sociales et toutes autres modifications prévues dans les statuts, dont la teneur est la suivante:

Statuts modifiés et refondus

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. Il est formé par les parties comparantes et toutes les personnes qui deviendront par la suite Associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Faenza Holding S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents Statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de titres obligataires et d'autres titres de quelque nature que ce soit, et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

2.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

2.3 D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris en amont ou horizontalement), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

2.4 Enfin, la Société peut réaliser toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autres, liées directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

4.2 L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la municipalité par décision du Conseil de Gérance. La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

4.3 Dans le cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance de tout tiers par le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social émis de la Société est fixé à trente-sept millions cinq cent mille euros (37.500.000 EUR) divisé en un total de

(i) trente-huit millions trois cent mille (38.300.000) Parts Sociales Ordinaires, à savoir:

- (a) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-I,
- (b) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-II,
- (c) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-III,
- (d) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-IV, et
- (e) sept millions six cent soixante mille (7.660.000) Parts Sociales de Classe O-V,

et

(ii) trois cent trente-six millions sept cent mille (336.700.000) Parts Sociales Préférentielles, à savoir:

- (a) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-I,
- (b) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-II,
- (c) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-III,
- (d) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-IV, et
- (e) soixante-sept millions trois cent quarante mille (67.340.000) Parts Sociales de Classe P-V,

chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) et les droits et obligations tels que mentionnés dans les présents Statuts.

5.2 Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des Associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts.

5.3 Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales, y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs Classe(s) entière(s) de Parts Sociales par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette/ces Classe(s).

5.3.1 Dans le cas de rachats et d'annulations d'une Classe Ordinaire de Parts Sociales, ces rachats et annulations devront être effectués en rapport avec la Classe Ordinaire entière de Parts Sociales à laquelle se rapporte la Période de Classe Ordinaire concernée (étant entendu que l'Assemblée Générale peut toujours décider que plus d'une Classe Ordinaire soient rachetées et annulées durant la même Période de Classe Ordinaire, auquel cas les droits de la/des Classe(s) Ordinaire(s) qui est/sont rachetée(s) et annulée(s) en dehors de sa/leur Période de Classe Ordinaire concernée, seront déterminés en vertu de l'article 14.

5.3.1.1 La période pour les Parts Sociales de Classe O-I est la période qui commence le [29 août 2013] et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Ordinaire R/A de Classe O-I ou (ii) le 31 décembre 2014 (la «Période de Classe O-I»),

5.3.1.2 La période pour les Parts Sociales de Classe O-II est la période qui commence le jour suivant la fin de la Période de Classe O-I et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Ordinaire R/A de Classe O-II ou (ii) le 31 décembre 2015 (la «Période de Classe O-II»),

5.3.1.3 La période pour les Parts Sociales de Classe O-III est la période qui commence le jour suivant la fin de la Période de Classe O-II et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Ordinaire R/A de Classe O-III ou (ii) le 31 décembre 2016 (la «Période de Classe O-III»),

5.3.1.4 La période pour les Parts Sociales de Classe O-IV est la période qui commence le jour suivant la fin de la Période de Classe O-III et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Ordinaire R/A de Classe O-IV ou (ii) le 31 décembre 2017 (la «Période de Classe O-IV»),

5.3.1.5 La période pour les Parts Sociales de Classe O-V est la période qui commence le jour suivant la fin de la Période de Classe O-IV et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Ordinaire R/A de Classe O-V ou (ii) le 31 décembre 2018 (la «Période de Classe O-V»),

5.3.2 Dans le cas de rachats et d'annulations d'une Classe Préférentielle de Parts Sociales, ces rachats et annulations seront effectués en rapport avec la Classe Préférentielle entière de Parts Sociales à laquelle se rapporte la Période de Classe Préférentielle concernée.

5.3.2.1 La période pour les Parts Sociales de Classe P-I est la période qui commence le [29 août 2013] et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Préférentielle R/A de Classe P-I ou (ii) le 31 décembre 2014 (la «Période de Classe P-I»),

5.3.2.2 La période pour les Parts Sociales de Classe P-II est la période qui commence le jour suivant la fin de la Période de Classe P-I et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Préférentielle R/A de Classe P-II ou (ii) le 31 décembre 2015 (la «Période de Classe P-II»),

5.3.2.3 La période pour les Parts Sociales de Classe P-III est la période qui commence le jour suivant la fin de la Période de Classe P-II et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Préférentielle R/A de Classe P-III ou (ii) le 31 décembre 2016 (la «Période de Classe P-III»),

5.3.2.4 La période pour les Parts Sociales de Classe P-IV est la période qui commence le jour suivant la fin de la Période de Classe P-III et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Préférentielle R/A de Classe P-IV ou (ii) le 31 décembre 2017 (la «Période de Classe P-IV»),

5.3.2.5 La période pour les Parts Sociales de Classe P-V est la période qui commence le jour suivant la fin de la Période de Classe P-IV et se termine à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe Préférentielle R/A de Classe P-V ou (ii) le 31 décembre 2018 (la «Période de Classe P-V»),

5.4 Lorsqu'une Classe de Parts Sociales n'a pas été rachetée et annulée au cours de sa Période de Classe concernée et existe toujours à la fin de celle-ci, une nouvelle période (la «Nouvelle Période de Classe») pour cette Classe de Parts Sociales commencera le jour suivant la fin de la dernière Période de Classe et se terminera à la date la plus avancée des dates suivantes: (i) la Date de Classe R/A de cette Classe ou (ii) le 31 décembre de la même année. La première Nouvelle Période de Classe commencera le jour suivant le dernier jour de la Période de Classe O-V respectivement la Période de Classe P-V et les Classes de Parts Sociales non rachetées et non annulées au cours de leur Période de Classe respective se présenteront dans l'ordre allant de la Classe O-I ou P-IA à la Classe O-V ou P-V (dans la mesure où elles n'ont pas été rachetées et annulées).

5.5 Afin d'éviter tout doute, dans le cas où un rachat et une annulation d'une Classe de Parts Sociales ont lieu avant le dernier jour de sa Période de Classe, la Période de Classe de la Classe de Parts Sociales suivante commencera le jour suivant le rachat et l'annulation de cette Classe de Parts Sociales et se terminera tel que prévu dans les présents Statuts.

5.6 Rachat et annulation des Classes Ordinaires

5.6.1 Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Classe Ordinaire de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'article 5.3), cette Classe Ordinaire de Parts Sociales donne droit à ses détenteurs (sous réserve de ce qui suit) au prorata de leur participation dans cette Classe Ordinaire au Montant d'Annulation Total Ordinaire et les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires de la Classe Ordinaire de Parts Sociales annulée et rachetée recevront de la part de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale Ordinaire pour chaque Part Sociale de la Classe Ordinaire concernée détenue par eux et annulée.

5.6.2 Le Montant d'Annulation Total Ordinaire sera un montant déterminé par le Conseil de Gérance sur la base des Comptes Intérimaires concernés en tenant compte des fonds et avoirs disponibles, et approuvé par l'Assemblée Générale. Le Montant d'Annulation Total Ordinaire de la/des Classe(s) de Parts Sociales Ordinaires sera le Montant Disponible au moment de l'annulation de la/des Classe(s) concernée(s) sauf proposition contraire du Conseil de Gérance tenant compte des fonds et avoirs disponibles et décidé par l'Assemblée Générale des Associés dans les conditions requises pour la modification des Statuts, étant entendu toutefois que le Montant d'Annulation Total Ordinaire ne doit jamais être supérieur à ce Montant Disponible.

5.7 Rachat et Annulation des Classes Préférentielles

5.7.1 Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Classe Préférentielle de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'article 5.3), cette Classe Préférentielle de Parts Sociales donne droit à ses détenteurs au prorata de leur participation dans cette Classe Préférentielle au Montant d'Annulation Total Préférentiel tel que déterminé par le Conseil de Gérance, étant entendu toutefois que le Montant d'Annulation Total Préférentiel ne peut jamais être supérieur à ce Montant Disponible, et les détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de la Classe Préférentielle de Parts

Sociales rachetée et annulée recevront de la part de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale Préférentielle pour chaque Part Sociale de la Classe Préférentielle concernée détenue par eux et annulée.

5.8 Si une ou plusieurs Classe(s) Préférentielle(s) est/sont rachetée(s) et annulée(s) au même moment qu'une ou plusieurs Classe(s) Ordinaire(s), les Classes Préférentielles rachetées et annulées seront prioritaires par rapport aux Classes Ordinaires rachetées et annulées et le Montant d'Annulation Total Préférentiel sera déduit (sans double comptage) du Montant Disponible pris en compte pour la détermination du Montant d'Annulation Total Ordinaire (des Parts Sociales Ordinaires ainsi rachetées et annulées).

5.9 Toute prime d'émission disponible est distribuable.

Art. 6. Transfert de Parts Sociales. Les Parts Sociales sont librement transférables entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'assentiment des associés représentant soixante-quinze pour cent au moins du capital de la Société.

Art. 7. Assemblée Générale des Associés.

7.1 Chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il détient et peut valablement agir à toute assemblée des Associés par l'intermédiaire d'un mandataire spécial.

7.2 Les décisions prises par les Associés sont adoptées dans les formes prescrites par la loi luxembourgeoise sur les Sociétés, par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des Associés de la Société. Aucune assemblée ou résolution de Classe ne sont exigées dans la Société.

7.3 Les Assemblées seront convoquées moyennant un avis de convocation adressé par lettre recommandée ou coursier à tous les Associés à leur adresse telle qu'elle figure dans le registre des Associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'Assemblée. Si la totalité du capital social de la Société est représentée à une Assemblée, l'Assemblée peut valablement se tenir sans avis de convocation. Dans le cas de résolutions prises par écrit, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux Associés à leur adresse telle qu'elle figure dans le registre des Associés tenu par la Société. Ces résolutions prendront effet suivant l'approbation de la majorité tel que prévu par la loi pour les décisions collectives (ou sous réserve de la satisfaction des conditions de majorité, à la date y précisée). Des résolutions écrites peuvent être adoptées à l'unanimité à tout moment sans avis de convocation préalable.

7.4 Les résolutions adoptées par une Assemblée Générale des Associés (ou les résolutions écrites) doivent être passées conformément aux majorités suivantes: sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'Assemblée Générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social. (ii) Toutefois, les décisions portant sur la modification des Statuts sont prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société (autrement que par fusion tel que prévu par la loi) sont prises par les Associés représentant 100% du capital social émis.

7.5 À partir du moment où et aussi longtemps que la Société compte plus de 25 associés, une assemblée générale annuelle sera tenue le premier mardi du mois de juin de chaque année à 11h00 (CET). Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable normal suivant.

Art. 8. Le Conseil de Gérance de la Société.

8.1 La Société est administrée par un Conseil de Gérance nommé en tant qu'organe collégial par l'Assemblée Générale des Associés. Les membres du Conseil de Gérance (chacun un «Gérant» ou un «Membre du Conseil») peuvent mais ne doivent pas être Associés. Le Conseil de Gérance sera composé du nombre de membres déterminé par l'Assemblée Générale des Associés (à l'exception de la période entre une ou plusieurs démissions et de nouvelles nominations).

8.2 Les Gérants sont nommés et révoqués par l'Assemblée Générale des Associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs ainsi que la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les Gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les Gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et ce, à tout moment.

Art. 9. Procédures du Conseil.

9.1 Le Conseil de Gérance peut élire un président et un ou plusieurs vice-président(s).

9.2 Tout Gérant peut participer à une réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne et ces réunions sont réputées être tenues au siège social de la Société. Les Gérants peuvent être représentés aux réunions du Conseil par un autre Gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un Gérant peut accepter et voter.

9.3 Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout Membre du Conseil. Un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance doit être donné aux Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas le délai peut être raccourci et la nature ainsi que les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation si chaque Gérant donne son accord

par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou tout autre moyen similaire de communication. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil se tenant à une heure et un endroit fixés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

9.4 Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des Gérants est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des membres du Conseil de Gérance de la Société (y compris par voie de représentation).

9.5 Le Conseil peut également, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie, courriel ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés attestant de la résolution intervenue. Les résolutions des Gérants, y compris celles prises par voie circulaire, peuvent être certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature conjointe de deux Gérants ou tel que décidé par le Conseil.

9.6 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance doivent être signés par deux Gérants ou tel que décidé par le Conseil à la réunion concernée ou une réunion ultérieure. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à être produits en justice ou autrement doivent être signés par deux Gérants, ou tel que décidé lors de la réunion concernée ou une réunion ultérieure.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil, signatures engageantes.

10.1 Le Conseil de Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes (y compris les actes d'acquisition, de disposition, d'administration et de gestion) relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale relèveront de la compétence du Conseil de Gérance. Vis-à-vis des tiers, le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour agir pour le compte de la Société dans toutes circonstances et pour faire, autoriser et approuver l'ensemble des actes et opérations concernant la Société non réservés par la loi ou les Statuts à l'Assemblée Générale ou tel que prévu dans les présents Statuts.

10.2 La Société sera engagée par la signature conjointe de deux Membres du Conseil ou par la signature conjointe ou individuelle de toute personne ou personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été conférés par le Conseil de Gérance ou par deux Membres du Conseil (y compris par voie de représentation).

Art. 11. Responsabilité des Gérants, indemnisation.

11.1 Les Gérants ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

11.2 Sous réserve des exceptions et limitations énumérées à l'article 11.3, toute personne qui est, ou a été, Gérant ou fondé de pouvoir de la Société sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toute dépense raisonnable contractée ou payée par elle dans le cadre de toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée comme partie ou autrement en raison de son mandat présent ou passé de gérant ou fondé de pouvoir et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les termes «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, et ce de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

11.3 Aucune indemnité ne sera versée à tout Gérant ou fondé de pouvoir:

11.3.1 En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses Associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

11.3.2 Pour toute affaire dans le cadre de laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

11.3.3 Dans le cas d'un règlement, à moins que celui-ci n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le Conseil de Gérance.

11.4 Le droit à indemnisation prévu par les présentes sera divisible, n'affectera aucun autre droit dont un Gérant ou fondé de pouvoir peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être Gérant ou fondé de pouvoir et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants et fondés de pouvoir, en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

11.5 Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du fondé de pouvoir ou Gérant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 12. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année, sauf pour le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

Art. 13. Comptes annuels.

13.1 Chaque année, à la fin de l'exercice social, le Conseil de Gérance établit les comptes annuels.

13.2 Les comptes annuels sont mis à la disposition des Associés au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

Art. 14. Distributions.

14.1 Sur le bénéfice net annuel, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque (et aussi longtemps que) cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. Le solde peut être distribué aux Associés sur décision de l'Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions des présents statuts. Les Associés peuvent également décider de déclarer et payer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance, duquel il ressort que les fonds disponibles sont suffisants pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices nets réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables (y compris toute prime d'émission), mais (sans double comptage) diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi. Toute distribution faite conformément à ce qui précède ne peut être faite que conformément aux dispositions ci-dessous.

14.2 Le compte de prime d'émission disponible peut être distribué aux Associés sur décision de l'Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions ci-dessous. L'Assemblée Générale des Associés peut également décider d'allouer tout montant du compte de prime d'émission au compte de la réserve légale.

14.3 Tout Montant Distribué par la Société sera alloué par l'Assemblée Générale des Associés conformément aux droits des différentes Classes de Parts Sociales, tel que prévu ci-dessous:

14.3.1 premièrement, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles au titre de tout Droit Préférentiel de Distribution accumulé (mais non payé) au prorata de leurs Parts Sociales Préférentielles;

14.3.2 ensuite, aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires dans la Société, comme suit:

14.3.2.1 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe O-I auront droit à un dividende égal à 0,10% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe O-I;

14.3.2.2 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe O-II auront droit à un dividende égal à 0,15% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe O-II;

14.3.2.3 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe O-III auront droit à un dividende égal à 0,20% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe O-III;

14.3.2.4 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe O-IV auront droit à un dividende égal à 0,25% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe O-IV;

14.3.2.5 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe O-V auront droit à un dividende égal à 0,30% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe O-V;

14.3.2.6 le solde du montant distribué sera affecté à la Classe Ordinaire de Parts Sociales au cours de la Période de Classe Ordinaire où la distribution est déclarée (et au prorata au détenteur de Parts Sociales de cette Classe Ordinaire en fonction de leur participation dans cette Classe Ordinaire).

14.4 Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise choisie par le Conseil de Gérance et peuvent être payés aux lieux et heures déterminés par le Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance peut déterminer de manière définitive le taux de change applicable pour convertir les fonds de dividendes dans la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une Part Sociale pendant une période de cinq ans ne pourra plus être réclamé par le détenteur de cette Part Sociale, sera déclaré renoncé par le détenteur de cette Part Sociale et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés mais non réclamés qui sont détenus par la Société pour le compte d'Associés.

Art. 15. Droits Préférentiels de Distribution des Parts Sociales Préférentielles. Pour chaque Période Préférentielle, lorsqu'une Part Sociale Préférentielle est émise dans la Société, cette Part Sociale Préférentielle donnera à son détenteur, au moment d'une distribution déclarée dans la Société, droit à un droit préférentiel de distribution cumulatif annuel égal au Taux Préférentiel (appliqué au moment de la déclaration pro tempore) de la Valeur Ajustée des Parts Sociales Préférentielles de cette Part Sociale Préférentielle de la Société pour la Période concernée (les «Droits Préférentiels de Distribution»). Les Droits Préférentiels de Distribution non déclarés et non payés se cumuleront (mais, afin d'éviter tout doute, ne seront pas dus tant qu'une déclaration n'a pas été faite). Le Droit Préférentiel de Distribution court de jour en jour (sous réserve de ce qui précède) et est calculé sur la base d'une année de 365 jours.

Art. 16. Dissolution.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera confiée à un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par l'Assemblée Générale des Associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

16.2 Au moment de la liquidation de la Société, tout Surplus sera alloué aux Associés comme suit:

16.2.1 premièrement, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles au titre de tout Droit de Préférentiel Distribution accumulé (mais non payé) au prorata de leurs Parts Sociales Préférentielles;

16.2.2 ensuite aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles, le Prix de Souscription des Parts Sociales Préférentielles de toutes les Parts Sociales Préférentielles restantes au prorata à leur Parts Sociales Préférentielles;

16.2.3 ensuite, aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires conformément aux dispositions de l'article 14 (mutatis mutandis).

Art. 17. Définitions.

Statuts	Signifie les présents statuts de la Société.
Montant Disponible	Signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) augmenté (i) de toute prime d'émission librement distribuable et toutes autres réserves librement distribuables et (ii), le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale en rapport avec la/ les Classe(s) de Parts Sociales devant être annulée(s), mais diminué de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes (devant être) placées dans une/des réserve(s) non-distribuable(s) conformément aux prescriptions de la loi ou des Statuts et (iii), en cas du rachat et de l'annulation d'une Classe Ordinaire, les droits des autres Classes Ordinaires en vertu de l'article 14, à chaque fois tel que mentionné dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, afin d'éviter tout doute, double comptage) de sorte que: $MD = (BN + P + RC) - (PE + RL + DD)$ Où : MD = Montant Disponible BN = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés) P = toute prime d'émission librement distribuable et toutes autres réserves librement distribuables RC = le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale en rapport avec la/les Classe(s) de Parts Sociales (devant être) annulée(s) PE = pertes (y compris les pertes reportées) RL = toutes sommes devant être placées dans une/des réserve(s) non-distribuables conformément aux prescriptions de la loi ou des Statuts DD = tout droit de distribution auquel les Parts Sociales Ordinaires (autres que la Classe Ordinaire de Parts Sociales rachetée et annulée) ont droit en vertu de l'article 14 (le cas échéant).
Conseil ou Conseil de Gérance	Signifie le conseil de gérance de la Société.
Valeur d'Annulation par Part Sociale Ordinaire	Signifie la division du Montant d'Annulation Total Ordinaire concerné par le nombre de Parts Sociales Ordinaires émises dans la/les Classe(s) Ordinaire(s) de Parts Sociales devant être rachetées et annulées.
Valeur d'Annulation par Part Sociale Préférentielle	Signifie le Montant d'Annulation Total Préférentiel divisé par le nombre de Parts Sociales Préférentielles de la Classe rachetée et annulée de Parts Sociales Préférentielles.
Certificats	Signifie tout certificat représentatif de titres préférentiels ou autres émis par la Société (le cas échéant).
Classe	Signifie une classe de Parts Sociales.
Classe O-I	Signifie la classe O-I de Parts Sociales Ordinaires de la Société.
Classe O-II	Signifie la classe O-II de Parts Sociales Ordinaires de la Société.
Classe O-III	Signifie la classe O-III de Parts Sociales Ordinaires de la Société.
Classe O-IV	Signifie la classe O-IV de Parts Sociales Ordinaires de la Société.
Classe O-V	Signifie la classe O-V de Parts Sociales Ordinaires de la Société.
Période de Classe	Signifie les Périodes de Classe Ordinaire et/ou les Périodes de Classe Préférentielle ou l'une de celles-ci selon si le contexte l'exige ou selon le cas et qui comprennent, afin d'éviter tout doute, toute Nouvelle Période de Classe d'une Classe de Parts Sociales déterminée en vertu de l'article 5.
Classe P-I	Signifie la classe P-I de Parts Sociales Préférentielles de la Société.
Classe P-II	Signifie la classe P-II de Parts Sociales Préférentielles de la Société.
Classe P-III	Signifie la classe P-III de Parts Sociales Préférentielles de la Société.
Classe P-IV	Signifie la classe P-IV de Parts Sociales Préférentielles de la Société.
Classe P-V	Signifie la classe P-V de Parts Sociales Préférentielles de la Société.
Loi sur les Sociétés	Signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Montant Distribué	Signifie le montant fixé par l'Assemblée Générale pour un dividende ou une distribution sur les Parts Sociales (ou certaines Classes de celles-ci).
Assemblée Générale	Signifie l'assemblée générale des associés de la Société (ou, si la Loi sur les Sociétés le permet, des résolutions écrites en lieu et place d'une assemblée).
Date des Comptes Intérimaires	Signifie la date n'intervenant pas plus tôt que huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la/des Classe(s) de Parts Sociales concernée(s).
Comptes Intérimaires	Signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernés.
Période de Classe Ordinaire	Signifie toute Période de Classe O-I, Période de Classe O-II, Période de Classe O-III, Période de Classe O-IV et Période de Classe O-V selon le cas et toute Nouvelle Période de Classe d'une Classe Ordinaire de Parts Sociales déterminée en vertu de l'article 5.
Date de Classe Ordinaire R/A	Signifie la date à laquelle une Classe Ordinaire de Parts Sociales est rachetée et annulée.
Parts Sociales Ordinaires	Signifie les parts sociales ordinaires de la Société ayant les droits prévus dans les Statuts.
Valeur Ajustée Préférentielle	Signifie le Prix de Souscription des Parts Sociales Préférentielles d'une Part Sociale Préférentielle augmenté du montant des Droits Préférentiels de Distribution cumulatifs de cette Part Sociales Préférentielle des années précédentes qui ont été accumulés mais non payés.
Période de Classe Préférentielle	Signifie toute Période de Classe P-I, Période de Classe P-II, Période de Classe P-III, Période de Classe P-IV et Période de Classe P-V selon le cas et toute Nouvelle Période de Classe d'une Classe Préférentielle de Parts Sociales déterminée en vertu de l'article 5.
Date de Classe Préférentielle R/A	Signifie la date à laquelle une Classe Préférentielle de Parts Sociales est rachetée et annulée.
Période Préférentielle	Signifie la période à compter de la date d'émission d'une Part Sociale Préférentielle jusqu'à la date anniversaire marquant les douze mois de cette date et ensuite chaque période de douze mois.
Taux Préférentiel	Signifie un taux de dix virgule sept pour cent (10,7%) par année.
Prix de Souscription des Parts Sociales Préférentielles	Signifie le prix de souscription des Parts Sociales Préférentielles concernées au moment de la souscription (soit 1,00 EUR par Part Sociale Préférentielle).
Parts Sociales	Signifie les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Préférentielles.
Surplus	Signifie le montant devant être distribué par la Société en tant que boni de liquidation aux Associés une fois que toutes les dettes, charges et dépenses de liquidation ont été payées ou dûment mises en provision.
Montant d'Annulation Total Ordinaire	Signifie le montant fixé en vertu de l'article 5.
Montant d'Annulation Total Préférentiel	Signifie la totalité des Droits Préférentiels de Distribution cumulés et non payés sur les Parts Sociales Préférentielles de la Classe rachetée et annulée de Parts Sociales Préférentielles et le Prix de Souscription des Parts Sociales Préférentielles.

Art. 18. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un Associé réunit toutes les Parts Sociales de la Société entre ses seules mains, la Société existera en tant que société unipersonnelle en vertu de l'article 179 (2) de la Loi sur les Sociétés; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 19. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les Associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à sept mille Euros (7.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, les membres du Bureau et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: T. HOSS, A. BRAMAO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 9 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40986. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128802/1080.

(130156687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Blueleaf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.645,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 180.713.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of September.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

1. MOCHIS LIMITED, a limited liability company organized under the laws of Malta, having its registered office at Palazzo Pietro Stiges, 103 Strait Street, Valletta, Malta and registered with the Registry of Companies under number C 46246; and

2. Menado-Trading e Serviços Internacionais, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 146.166;

Here represented by Mr. Philippe Muûls, with professional address at 53, Avenue Léo Errera B-1180 Brussels, Belgium, by virtue of proxies given under private seal.

Such proxies after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. The appearing party are the shareholders of BLUELEAF LIMITED, a limited liability company organized under the laws of Malta, having its registered office at Palazzo Pietro Stiges, 103 Strait Street, Valletta, Malta, and registered with the Registry of Companies under number C 41922 (the "Company").

II. That 100% of the issued share capital of the Company is represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the shareholders of the Company expressly state having been duly informed beforehand.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice;
2. Acknowledgment of the resolution of the shareholders of the Company resolving to transfer the registered office and the central administration of the Company from Malta to Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
3. Approval of (i) the continuation of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg under the form of a "société à responsabilité limitée" and (ii) the adoption of the Luxembourg nationality by the Company;
4. Approval of the (i) decrease of the nominal value of all the shares of the Company so that each share of the Company will have a nominal value of EUR 1 (one Euro), (ii) reclassification of the preference share into an ordinary share and (iii) increase of the number of the shares of the Company from 25,001 (twenty-five thousand one) to 40,645 (forty thousand six hundred forty-five);
5. Approval of the amendment and restatement of the articles of association of the Company;
6. Confirmation of the description and consistency of the assets and liabilities of the Company and of the paid-up share capital of the Company;
7. Acknowledgement of the resignation of Mr. Stephen Muscat and Mr. Martin John Dryden, as directors of Blueleaf Limited and of Mr. David Tonna, as Company Secretary of Blueleaf Limited;
8. Approval of the continuation of the mandate of Mr. Philippe Muûls and reclassification of Mr. Philippe Muûls as category A manager of the Company;
9. Approval of the appointment of Mrs. Julia Vogelweith and Mr. Onno Bouwmeister, as category B managers of the Company; and

10. Miscellaneous.

IV. The meeting was provided with the following documents:

- i) A copy of the current set of the memorandum and articles of association of the Company;
- ii) A copy of the certificate of good standing issued by the Registry of Companies in Malta regarding the Company dated 14 August 2013;
- iii) A copy of the written resolutions of the shareholder of the Company dated 13 May 2013; and
- iv) An interim balance sheet of the Company as of 17 September 2013 and a statement of value dated 19 September 2013.

All the above mentioned documents having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of appearing parties and the undersigned notary shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

After approval of the above statements, the shareholders of the Company passed the following resolutions:

First resolution:

The shareholders of the Company resolve to waive their right to the prior notice of the current meeting; the shareholders of the Company acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider them being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the shareholders of the Company within a sufficient period of time in order to allow them to carefully examine each document.

Second resolution:

The shareholders of the Company resolve to acknowledge and confirm the resolution of the shareholders of the Company dated 13 May 2013 resolving to transfer the registered office and the central administration of the Company from Palazzo Pietro Stiges, 103 Strait Street, Valletta, Malta to the Grand-Duchy of Luxembourg (the "Transfer").

The shareholders of the Company confirm that the registered office and the central administration of the Company shall be located at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, effective as at the date hereof (the "Effective Date").

Third resolution:

The shareholders of the Company resolves that the Company, currently incorporated as a limited liability company under Malta laws, adopts the form of a Luxembourg "société à responsabilité limitée" to be continued in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name Blueleaf S.à r.l.. As a result of the Transfer, the Company will acquire the Luxembourg nationality and continue as a company under the Luxembourg laws with effect as at the Effective Date.

Fourth resolution:

The shareholders of the Company resolves to simultaneously:

- decrease the nominal value of the (i) 25,000 (twenty-five thousand) ordinary shares of the Company from EUR 1.625739 each to EUR 1 (one Euro) each and (ii) 1 (one) preference share of the Company from EUR 1.531394 to EUR 1 (one Euro);
- reclassify the one preference share of the Company into an ordinary share of the Company; and
- increase the number of the ordinary shares of the Company from 25,001 (twenty-five thousand one) to 40,645 (forty thousand six hundred forty-five).

As a consequence, the shareholding of the Company is now composed of:

- MOCHIS LIMITED: 40,644 (forty thousand six hundred forty-four) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each; and
- Menado-Trading e Serviços Internacionais, S.à r.l.: 1 (one) share having a nominal value of EUR 1 (one Euro).

Fifth resolution:

The shareholders of the Company resolves that the Company's existing memorandum and articles of association shall cease to have effect, and the articles of association as set out below be adopted as the articles of association of the Company in order to make them comply with those of a Luxembourg "société à responsabilité limitée", with effect as at the Effective Date:

"Name - Object - Registered office - Duration"

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company (the "Company"), governed by the present articles of association (the "Articles") and by current Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended in particular by the law of 18 September 1933 and of 28 December 1992 on "sociétés à responsabilité limitée" (the "Commercial Companies Law").

Art. 2. The Company's name is "Blueleaf S.à r.l.."

Art. 3. The Company's purpose is:

- (1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;
- (2) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit;
- (3) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;
- (4) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;
- (5) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company (the "Affiliates") any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favour of a third-party lender of the Affiliates);
- (6) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; and
- (7) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Capital - Shares

Art. 8. The Company's share capital is set at EUR 40,645 (forty thousand six hundred forty-five Euros), represented by 40,645 (forty thousand six hundred forty-five) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 9. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred "inter vivos" to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of Articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of one or several category A manager(s) and of one or several category B manager(s). The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed and designated as category A manager or category B manager, and her/his/its/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and "ad nutum", remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one category A manager and one category B manager.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate her/his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 13. In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his/her/its proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented, including at least one category A manager and one category B manager.

Decisions of the board of managers are adopted by the majority of the managers participating to the meeting or duly represented thereto including at least one category A manager and one category B manager.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or one category A manager and one category B manager. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or one category A manager and one category B manager.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 14. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholders

Art. 15. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case 1 (one) general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within 6 (six) months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 16. General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December.

Art. 18. Each year, as of 31 December, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders' number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 20. If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) ("commissaires"), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the qualified auditors registered in the Financial Sector Supervisory Commission ("Commission de Surveillance du Secteur Financier")'s public register.

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/her/its/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year 5% (five percent) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 23. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

Art. 24. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 25. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Sixth resolution:

The shareholders of the Company records that the description and consistency of the assets and liabilities of the Company result from an interim balance sheet as at 17 September 2013 and a supporting statement of value which have been delivered to the notary on the date hereof.

A copy of the interim balance sheet, signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the Registration authorities.

The shareholders of the Company states that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Company which continues to own all the assets and continues to be subject to, bound and obliged by all the liabilities and commitments.

Seventh resolution:

The shareholders of the Company resolve to acknowledge and approve, to the extent necessary, the resignations of (i) Mr. Stephen Muscat, with professional address at 17/1, Kevman Apartments, Triq id-Denci, Mellieha, MLH 4110, Malta and Mr. Martin Dryden, with professional address at Mont Ube House, La Rue de la Linerie, Samares, St. Clement, Jersey, as directors of the Company, as at the Effective Date, and of (ii) Mr. David Tonna, as Company Secretary as at the date of the deregistration of the Company with the Registry of Companies in Malta.

Eighth resolution:

The shareholders of the Company resolve to approve the continuation of the mandate of Mr. Philippe Muûls born on 20 December 1939 in Brussels (Belgium), with professional address at 53, Avenue Léo Errera, 1180 Brussels, Belgium.

The shareholders of the Company further resolve to approve the reclassification of Mr. Philippe Muûls as category A manager of the Company for an unlimited duration.

Ninth resolution:

The shareholders of the Company resolve to approve the appointment of (i) Mrs. Julia Vogelweith, with professional address at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, born in Strasbourg (France) on 25 May 1978 and (ii) Mr. Onno Bouwmeister, with professional address at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, born in Maarsen (the Netherlands) on 26 January 1977 as category B managers of the Company for an unlimited duration.

According to article 12 of the articles of association of the Company, the Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one category A manager and one category B manager.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about two thousand Euros (2,000.- Euro).

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting closed.

In faith of which, we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The documents having been read to the proxy holder/attorney, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le vingt-cinq septembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

1. MOCHIS LIMITED, une société à responsabilité limitée régie par les lois de Malte, ayant son siège social sis Palazzo Pietro Stiges, 103 Strait Street, la Vallette, Malte et immatriculée auprès du Registre de Commerce sous le numéro C 46246; et

2. Menado-Trading e Serviços Internacionais, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146.166.

Ici représentés par M. Philippe Muûls, résidant professionnellement 53, avenue Léo Errera, B-1180 Bruxelles, Belgique, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées tel que décrit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les parties comparantes sont les associés de BLUELEAF LIMITED, une société à responsabilité limitée organisée selon les lois de Malte, ayant son siège social à Palazzo Pietro Stiges, 103 Strait Street, la Valette, Malte et enregistrée auprès du Registre de Commerce sous le numéro C 41922 (la «Société»).

II. Que 100% des parts formant le capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour sur lesquels les associés de la Société reconnaissent expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Reconnaissance de la résolution des associés de la Société décidant de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société de Malte à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
3. Approbation de (i) la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société à responsabilité limitée et de (ii) l'adoption de la nationalité luxembourgeoise par la Société;
4. Approbation de la (i) réduction de la valeur nominale de toutes les parts de la Société de telle façon que chaque part sociale ait une valeur nominale de 1 EUR (un Euro), (ii) reclassification de la part préférentielle en une part ordinaire et (iii) augmentation du nombre de parts sociales de la Société de 25.001 (vingt-cinq mille une) à 40.645 (quarante mille six cent quarante-cinq);
5. Approbation de la modification et de la refonte des statuts de la Société;
6. Confirmation de la description et de la consistance des éléments d'actif et de passif de la Société et du capital social de la Société souscrit et libéré;
7. Reconnaissance de la démission de M. Stephen Muscat et M. Martin John Dryden en qualité d'administrateurs de Blueleaf Limited et de M. David Tonna en qualité de secrétaire de Blueleaf Limited;
8. Approbation de la poursuite du mandat de M. Philippe Muûls et reclassification de M. Philippe Muûls en qualité de gérant de catégorie A de la Société;
9. Approbation de la nomination de Mme Julia Vogelweith et M. Onno Bouwmeister en qualité de gérants de catégorie B de la Société; et
10. Divers.

IV.- Les documents suivants ont été produits lors de l'assemblée:

- i) Une copie des statuts de la Société,
- ii) Une copie du «certificate of good standing» émis par le Registre des Sociétés de Malte concernant la Société en date du 14 août 2013,
- iii) Une copie des résolutions écrites des associés de la Société datées du 13 mai 2013, et
- iv) Un bilan intérimaire de la Société au 17 Septembre 2013 et une déclaration de valeur datée du 19 septembre 2013.

Tous les documents mentionnés ci-dessus signés "ne varietur" par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant resteront attachés au présent acte pour être présentés avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

Suite à l'approbation de ce qui précède, les associés de la Société ont adopté les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés de la Société décident de renoncer à leur droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée; les associés de la Société reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et considèrent être valablement convoqués et en conséquence acceptent de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette l'assemblée a été mise à la disposition des associés de la Société dans un délai suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Les associés de la Société décident de reconnaître et confirmer la résolution des associés de la Société datée du 13 mai 2013 décidant de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société de Palazzo Pietro Stiges, 103 Strait Street, la Valette, Malte au Grand-Duché de Luxembourg (le «Transfert»).

Les associés de la Société confirment que le siège social et l'administration centrale de la Société seront situés au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, prenant effet à la date des présentes (la «Date d'Effet»)

Troisième résolution:

Les associés de la Société décident que la Société, actuellement constituée en tant que société à responsabilité limitée selon les lois de Malte, adopte la forme d'une société à responsabilité limitée luxembourgeoise devant se poursuivre au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination Blueleaf S.à r.l. En conséquence du Transfert, la Société acquerra la nationalité luxembourgeoise et se poursuivra en tant que société sous les lois luxembourgeoises à compter de la Date d'Effet.

Quatrième résolution:

Les associés de la Société décident de simultanément:

- réduire la valeur nominale de (i) 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales ordinaires de la Société de 1,625739 EUR chacune à 1 EUR (un Euro) chacune et (ii) 1 (une) part préférentielle de la Société de 1,531394 EUR à 1 EUR (un Euro);
- reclassifier la part préférentielle de la Société en une part sociale ordinaire; et
- augmenter le nombre de parts sociales ordinaires de la Société de 25.001 (vingt-cinq mille une) à 40.645 (quarante mille six cent quarante-cinq).

En conséquence, l'actionnariat de la Société est désormais composé de:

- MOCHIS LIMITED: 40.644 (quarante mille six cent quarante-quatre) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune; et
- Menado-Trading e Serviços Internacionais, S.à r.l.: 1 (une) part sociale d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro).

Cinquième résolution:

Les associés de la Société décident que les statuts existants de la Société cesseront de produire effet, et seront adoptés les statuts décrits ci-dessus en tant que statuts de la Société mis en conformité avec ceux d'une société à responsabilité limitée luxembourgeoise à compter de la Date d'Effet:

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée notamment par la loi du 18 septembre 1933 et celle du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

Art. 2. La dénomination de la société est "Blueleaf S.à r.l.".

Art. 3. L'objet de la Société est:

- 1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;
- 2) D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;
- 3) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;
- 4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;
- 5) D'octroyer à toute société holding, filiale, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou à toute société appartenant au même groupe de sociétés (les «Affiliées»), tous concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un tiers-prêteur des Affiliées);
- 6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; et
- 7) De manière générale, de faire toute chose que la Société juge circonstanciel ou favorable à la réalisation des objets ci-dessus décrits ou à l'un quelconque d'entre eux.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société a son siège social établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises par la Loi.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) de la Société.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à 40.645 EUR (quarante mille six cent quarante-cinq Euros) représenté par 40.645 (quarante mille six cent quarante-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune.

Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas), adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé par une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) par décision adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts, à condition qu'un tel rachat ait été proposé à chaque associé de même catégorie en proportion de sa participation dans le capital social ou de la catégorie de parts sociales concernée, représentée par ses parts sociales.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et de toutes sommes issues des réserves disponibles à cet effet, et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérant(s) de catégorie A et d'un ou plusieurs gérant(s) de catégorie B. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés de la Société.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) et désigné(s) comme gérant de catégorie A ou gérant de catégorie B, et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix ou par décision de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/des gérant(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

L'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut, «ad nutum» et à tout moment, révoquer ou remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et toutes opérations en relation avec l'objet social de la Société dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) «ad hoc» qui n'est pas/ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) détermine les pouvoirs, les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de cet/ces agent(s), la durée de son/leur mandat ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président qui en cas d'égalité de voix, aura un vote prépondérant. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de

gérance sera présidé par un gérant présent et nommé à cette fonction. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation donnée par un gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toute convocation devra spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

La réunion du conseil de gérance se tiendra valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Une convocation spécifique n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance qui se tiendront à l'heure et au lieu précisés dans d'une précédente résolution du conseil de gérance.

Tout gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer simultanément.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si la majorité des gérants y est présente ou représentée, dont au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants participant au conseil ou y étant représentés, incluant au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, qui est signé par le président ou par un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B conjointement. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou par un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B conjointement.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans de tels cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul et même document, soit dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Art. 14. Aucun gérant ne contracte en raison de ses fonctions d'obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblée générale des associés

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les 6 (six) mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 16. Les assemblées générales des associés sont convoquées et des résolutions écrites d'associés sont proposées par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite convoquant une assemblée générale et indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé.

Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles sont prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou sur première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social commence 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Chaque année, au 31 décembre, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du (des) gérant(s), du (des) commissaire(s) (s'il en existe) et du (des) associé(s) envers la société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 19. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), une telle communication ne sera autorisée que pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 20. Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non.

Chaque commissaire aux comptes sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant sa nomination se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période, et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) aux comptes pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle des associés se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommés par l'assemblée générale des associées ou l'associé unique (selon le cas), parmi les membres inscrits au registre public des réviseurs d'entreprises agréés tenu par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 21. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, 5% (cinq pour cent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale est inférieure à ce seuil d'un dixième.

L'assemblée des associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peut décider à tout moment que l'excédent sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. L'assemblée générale des associés, selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas), peut décider de la dissolution de la Société.

Art. 24. L'assemblée générale des associés avec l'approbation d'au moins la moitié des associés détenant trois-quarts du capital social devra désigner un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du ou des liquidateurs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata des parts sociales qu'ils détiennent.

Loi applicable

Art. 25. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Sixième résolution:

Les associés de la Société prennent note que la description et la consistance du patrimoine de la Société résulte d'un bilan provisoire au 17 septembre 2013 confirmée par une déclaration de valeur qui ont été produits au notaire à la date des présentes.

Une copie du bilan provisoire, signée "ne varietur" par le mandataire des associés de la Société et le notaire instrumentant demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée au même moment.

Les associés de la Société déclarent que tous les actifs et les passifs de la Société, sans limitation, demeurent la propriété dans son entièreté de la Société, laquelle continue d'être propriétaire de tout l'actif et continue d'être tenue par tous les engagements et responsabilités.

Septième résolution:

Les associés de la Société décident de reconnaître et d'approuver autant que de besoin, la démission de (i) M. Stephen Muscat, ayant son adresse professionnelle au 17/1 Kevman Aprtments, Tri id-Denci, Mellieha, MLH 4110 Malte, et de M. Martin Dryden, ayant son adresse professionnelle à Mont Ube House, La Rue de la Linerie, Samares, St. Clement, Jersey en qualité d'administrateurs de la Société, à la Date d'Effet, et de (ii) M. David Tonna, en qualité de secrétaire de la Société à compter de la date de désimmatriculation de la Société auprès du Registre des Sociétés de Malte.

Huitième résolution:

Les associés de la Société décident d'approuver la poursuite du mandat de M. Philippe Muûls, né le 20 décembre 1939 à Bruxelles (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 53, Avenue Léo Errera, 1180 Bruxelles, Belgique.

Les associés de la Société décident d'approuver la reclassification de M. Philippe Muûls en qualité de gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée.

Neuvième résolution:

Les associés de la Société décident d'approuver la nomination de (i) Mme Julia Vogelweith, ayant son adresse professionnelle sise 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, née à Strasbourg (France), le 25 mai 1978 et (ii) M. Onno Bouwmeister, ayant son adresse professionnelle sise 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, né à Maarsen (Pays-Bas), le 26 janvier 1977, en qualité de gérants de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article 12 des statuts de la Société, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Estimation des coûts

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge relativement au présent acte ont été estimés à environ deux mille Euros (2.000.- Euros).

Rien d'autre ne figurant à l'ordre du jour et plus personne ne souhaitant prendre la parole, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, en foi de quoi, nous, le notaire soussigné, établissons et apposons sceau à Luxembourg à la date figurant au commencement de ce document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la requête des personnes comparantes ci-dessus le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Le document ayant été lu au mandataire, ladite personne signa avec nous, le Notaire, le présent acte original.

Signé: P. MUÛLS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 octobre 2013. Relation: LAC/2013/45003. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Référence de publication: 2013142637/702.

(130173946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Aviva Investors Hadrian Capital Fund 1 SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 168.660.

In the year two thousand and thirteen, on the thirty-first day of July.

Before the undersigned Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Aviva Investors Hadrian Capital Fund 1 SICAV-SIF (the "Meeting"), a Luxembourg société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, having its registered office at 2, Rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed drawn up on 3 May 2012 by Maître Joseph Elvinger, Notaire residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1249 of 19 May 2012, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 168.660 (the "Fund").

The Meeting is presided by Mr Mark PHILLIPS, private employee, residing professionally in Luxembourg, who appoints Audrey Potier, private employee, residing professionally in Luxembourg, as secretary.

The meeting elects Mrs Elena TOSHKOVA, private employee, residing professionally in Luxembourg, as scrutineer.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1 Dissolution of the Fund and decision to put the Fund into liquidation;

2 Appointment of Alter Domus Liquidation Services S.à.r.l. as liquidator of the Fund (the "Liquidator"), subject to the Luxembourg supervisory authority approval, i.e. the Commission de Surveillance du Secteur Financier;

3 Determination of the powers conferred to the Liquidator and its remuneration;

4 Instruction to the auditor to issue its report on the liquidation;

5 Convening of a second extraordinary general meeting of shareholders to decide on the Liquidator's and auditor's reports, to grant discharge to the Liquidator, directors and auditor and to close the liquidation of the Fund;

6 Miscellaneous

II. The shareholders were convened to the Meeting by letters containing the Agenda sent to them by registered mail on 16 July 2013.

III. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of the shares held by each of them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

IV. It appears from the said attendance list that out of 155,911,440 shares representing the total corporate capital of 155,911,440 euro, 155,911,420 shares are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda and representing 100 % of the voting rights.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

The Meeting RESOLVES to dissolve and put the Fund into liquidation with immediate effect.

123879

Second resolution

The Meeting RESOLVES to appoint Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 142.389, represented by Delphine André and/or Frank Przygodda as Liquidator to proceed with the voluntary liquidation of the Fund.

Third resolution

The Meeting RESOLVES that the Liquidator shall have the broadest powers foreseen by articles 144 and followings of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the "1915 Law"). In particular, the Liquidator is authorized to deal with all acts and execute all operations as foreseen by article 145 of the 1915 Law without the authorization of the general meeting of shareholders whenever it is requested.

Finally, the Liquidator may, under its own responsibility, grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of its powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions. The Meeting AGREES that the Liquidator shall be remunerated according to standard usage.

Fourth resolution

The Meeting hereby DECIDES to mandate PricewaterhouseCoopers, société cooperative, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 65.477, as auditor of the Fund in view of drafting a report on the liquidation.

Fifth resolution

The Meeting RESOLVES to convene an extraordinary general meeting of the shareholders in view of the closure of the Fund's liquidation, to be held at the earliest after the Liquidator's report and the auditor's report will be made available, with the following agenda:

Agenda

1. Presentation of the Liquidator's report
2. Presentation of the auditor's report on the liquidation
3. Approval of the liquidation accounts of the Fund (the "Liquidation Accounts") and the Liquidator's report
4. Discharge of the Directors, Liquidator and Auditor
5. Closure of the Fund's liquidation opened on 31 July 2013
6. Designation of a place where the corporate books and documents of the Fund are to be deposited and kept for a minimum period of 5 years
7. Deposit at the Caisse de Consignations of the sums and assets due to creditors and/or shareholders which it has not been possible to deliver to them at the closure of the liquidation
8. Miscellaneous

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Fund as a result of the present deed are estimated at nine hundred euro (EUR 900.-).

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Signé: M. PHILLIPS, A. POTIER, E. TOSHKOVA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 01 août 2013. Relation: DIE/2013/9571. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 09 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143192/90.

(130174951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Aviva Investors Hadrian Capital Fund 1 SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 168.660.

—
In the year two thousand and thirteen, on the second day of October.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Mr Mark PHILLIPS, private employee, residing professionally in Luxembourg, as chairman;
2. Mrs Audrey POTIER, private employee, residing professionally in Luxembourg, as secretary, and;
3. Mrs Elena TOSHKOVA, private employee, residing professionally in Luxembourg, as scrutineer,

acting as members of the bureau and on the basis of a proxy given by the shareholders of Aviva Investors Hadrian Capital Fund 1 SICAV-SIF (the "Meeting"), a Luxembourg société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé, having its registered office at 2, Rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed drawn up on 3 May 2012 by Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1249 of 19 May 2012, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 168.660,

by virtue of proxies given under private seal remained attached to the deed of the undersigned notary, of 31 July 2013, registered in Diekirch, on 1st August 2013, Relation: DIE/2013/9571, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, not yet deposited at the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the "Notarial Deed").

The said appearing persons, acting in their above stated capacity, have requested the undersigned notary to record their declarations and statements as follows:

- that an oversight was noticed in the Notarial Deed, on page 1 in the point I.

That as a consequence, on page 1 of the Notarial Deed, the point I shall be corrected so that it shall instead read as follows:

"Further to the cancellation of unfunded commitments by one of the Fund's shareholders on 5 June 2013, the Board has decided to convene the shareholders to the Meeting to decide on the following agenda:"

- that one clerical error appears in the Notarial Deed, in relation to the total corporate capital present or represented at the meeting. The total corporate capital present or represented at the meeting indeed amounted to ninety-one thousand eight hundred eighteen euro and forty-four cents (EUR 91,818.44) instead of 155,911,440 euro as stated in the Notarial Deed.

That as a consequence, on page 2 of the Notarial Deed, the point IV shall be corrected so that it shall instead read as follows:

«It appears from the said attendance list that out of 155,911,440 shares representing the total corporate capital of ninety-one thousand eight hundred eighteen euro and forty-four cents (EUR 91,818.44), 155,911,420 shares are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda and representing 100 % of the voting rights.».

The said appearing persons, acting in their above stated capacity, declared that all other articles and clauses of the Notarial Deed remain unchanged and the same appearing persons have required the notary to mention the present rectification wherever necessary.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with us notary this original deed.

Signé: M. PHILLIPS, A. POTIER, E. TOSHKOVA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 04 octobre 2013. Relation: DIE/2013/12224. Reçu douze (12.-) euros.

Le Releveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 09 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143193/52.

(130174951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Airest Collezioni S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 52.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 130.357.

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of September.

Before Us Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

AIREST S.p.A, a private limited liability company duly incorporated and validly existing under the laws of Italy, having its registered office at 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venice, Italy, and registered with the Company Register of Venice under number 04013810272 ("Airest S.p.A."),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by Airest S.p.A. on July 29th, 2013, and

AIRLINE TERMINAL & BUSINESS CATERING HOLDING GMBH, a private limited liability company duly incorporated and validly existing under the laws of Austria, having its registered office at 1 Office Park, building B08/02, A-1300 Vienna, Austria, and registered with the Commercial Register of Austria under number FN277215W ("ATBC"),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by Airest S.p.A. on July 26th, 2013.

Airest S.p.A. and ATBC are together hereafter referred to as the "Appearing Persons" or the "Shareholders".

Said proxies signed "ne varietur" by the proxy holder of the Appearing Persons and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such Appearing Persons, represented by their proxy holder, have requested the notary to state as follows:

I. That the appearing parties, aforementioned, are currently the shareholders of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of AIREST COLLEZIONI S.À R.L., having its registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg) under number B 130.357 (the "Company"), and, incorporated by a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglisten (Grand Duchy of Luxembourg), on August 1st, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2021, on September 18th, 2007, page 96977, and which articles of association (the "Articles") have been amended for the last time on June 3rd, 2011 by a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing at Rambrouch, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2171, on September 15th, 2011, page 104162.

II. That the Company's share capital amounts to fifty-two thousand five hundred Euro (EUR 52,500) represented by two thousand one hundred (2,100) shares of twenty-five Euro (EUR 25) each, out of which one thousand four hundred seventy (1,470) class A shares are being held by Airest S.p.A and six hundred thirty (630) shares, divided into one hundred and five (105) class A shares and five hundred twenty-five (525) class B shares are being held by ATBC.

III. That the Shareholders declare that they have full knowledge of the agenda prior to the present meeting and agree to waive the notice requirements, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

IV. That the agenda of the meeting is the following:

1) Approval of the transfer of the registered office and effective place of management and control from Luxembourg to Italy (the "Migration"), with effective date as at the date when the formalities to register the Company in Italy have been duly fulfilled (the "Effective Date") and effect the transfer of the registered office of the Company from 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 7 Via Fratelli Bandiera, I-30020 Marcon Fraz.Gaggio (VE), Italy;

2) Adoption of the new denomination and of the new by-laws of the Company;

3) Acknowledgment of the resignations of the existing managers of the Company and granting them full discharge for the execution of their mandate;

4) Appointment of new managers of the Company;

5) Acknowledgment of the resignation of the existing statutory auditor of the Company and granting him full discharge for the execution of its mandate;

6) Appointment of the new statutory auditor of the Company;

7) Granting of powers of attorney to any member of the new management of the Company appointed hereto, so that any of them by his own signature is entitled, acting on behalf of the Company, to execute any actions and steps which may be necessary for its registration in Italy;

8) Miscellaneous.

V. That, on basis of the agenda, the Shareholders take the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to approve the Migration. The registered office, place of effective management and central place of administration of the Company shall be set at 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Marcon Fraz.Gaggio (VE), Italy.

Pursuant to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and Italy, the Migration from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy does not affect the legal continuance of the Company.

Second resolution

As a result of the Migration and under the condition (condition suspensive) of the registration of the present deed with the Register of Enterprises, having its local office at Mestre, via Forte, Marghera 151, Italy, the Company shall operate in Italy under the following denomination: "AIREST COLLEZIONI S.R.L."

The Shareholders resolve to proceed to the amendment of the Articles so as to ensure that they comply with the requirements of Italian law.

This resolution is subject to the execution, filing and enactment of all legal formalities under Italian law.

A copy of the amended Articles shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authority.

Third resolution

Subject to the approval of the Migration by the relevant Italian authority, the Shareholders acknowledge the resignation of the following managers, as of the Effective Date, and resolve to grant discharge to them for the execution of their mandate:

- Mr Thierry Hubert, category B manager with professional address at 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mrs Monica Scarpa, category A manager with professional address at 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venice, Italy;
- Mr Giovanni Curtolo, category A manager with professional address at 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venice, Italy.

Fourth resolution

Subject to the approval of the Migration by the relevant Italian authority, the Shareholders resolve to appoint, as of the Effective Date, the following persons as new managers of the Company:

- Mr Thierry Hubert, born on June 6th, 1962 in Etterberk (Belgium), with private address at 135, avenue des Dames Blanches, 1150 Brussels, Belgium.
- Mrs Monica Scarpa, born on April 26th, 1963 in Venice (Italy), with professional address at 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venice, Italy;
- Mr Giovanni Curtolo, born on November 2nd, 1964 in Conegliano (Italy), with professional address at 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venice, Italy.

As a result, subject to the approval of the Migration by the relevant Italian authority, the managers of the Company shall be the following persons as of the Effective Date:

- Mr Thierry Hubert;
- Mrs Monica Scarpa;
- Mr Giovanni Curtolo.

Fifth resolution

Subject to the approval of the Migration by the relevant Italian authority, the Shareholders acknowledge the resignation of the following statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé), as of the Effective Date, of and resolve to grant discharge to him for the execution of its mandate:

- Ernst & Young Luxembourg S.A., a public limited liability company (société anonyme) with professional address at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 88019.

Sixth resolution

Subject to the approval of the Migration by the relevant Italian authority, the Shareholders resolve to appoint, as of the Effective Date, the following person as new statutory auditor of the Company:

- Mr Lino De Luca, born on August 29th, 1946 in Vittorio Veneto (Italy).

As a result, subject to the approval of the Migration by the relevant Italian authority, the statutory auditor of the Company shall be the following person as of the Effective Date:

- Mr Lino De Luca, born on August 29th, 1946 in Vittorio Veneto (Italy).

Seventh resolution

Subject to the approval of the Migration by the relevant Italian authority, the Shareholders resolve to grant powers of attorney to any member of the new management of the Company appointed hereto, acting individually to carry out any action necessary or incidental in relation to the above taken resolutions and particularly to perform any action or deed necessary for the registration of the Company in Italy.

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euros (EUR 2,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxies of the persons appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le cinquième jour de septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

AIREST S.P.A., une société à responsabilité limitée, dûment constituée sous les lois d'Italie, ayant son siège social à 7 Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venise, Italie, et enregistrée auprès du registre des sociétés de Venise sous le numéro 04013810272 («Airest S.p.A.»),

Représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101, rue de Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée par Airest S.p.A. le 29 juillet 2013 et,

AIRLINE TERMINAL & BUSINESS CATERING HOLDING GMBH, une société à responsabilité limitée, dûment constituée sous les lois d'Autriche, ayant son siège social à 1, Office Park, bâtiment B08/02, A-1300 Vienne, Autriche, enregistrée auprès du Registre du Commerce autrichien sous le numéro FN277215W («ATBC»),

Représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101, rue de Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée par ATBC le 26 juillet 2013.

Airest S.p.A. et ATBC sont ci-après dénommées ensemble les «Comparantes» ou les «Associés».

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des Comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquelles comparantes, représentées par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que les Comparantes, précitées, sont les associés de la société à responsabilité limitée existant au Luxembourg sous le nom de AIREST COLLEZIONI S.A R.L., ayant son siège social situé au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.357 (la «Société»), et, constituée par un acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister (Grand-Duché de Luxembourg), le 1^{er} Août, 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2021, le 18 Septembre 2007, page 96977, et dont les statuts (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois le 3 juin 2011 par un acte de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2171, le 15 septembre 2011, page 104162.

II. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à cinquante-deux mille cinq cents euros (52.500 EUR) représentés par deux mille cent (2.100) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune, dont mille quatre cent soixante-dix (1.470) parts sociales de catégorie A sont détenues par Airest S.p.A. et six cent trente (630) parts sociales divisées en cent cinq parts sociales de catégorie A et cinq cent vingt-cinq (525) parts sociales de catégorie B, sont détenues par ATBC.

III. Que les Associés déclarent avoir eu connaissance complète de l'agenda avant la présente assemblée et accepte de renoncer aux formalités de convocation afin que l'assemblée puisse délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV. Que l'agenda de l'assemblée est le suivant:

1) Approbation du transfert du siège social et du lieu de direction et de contrôle effectif de Luxembourg en Italie (la «Migration»), effectif à la date à laquelle les formalités d'enregistrement de la Société en Italie seront remplies (la «Date Effective») et effectuer le transfert du siège social de la Société du 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 7 Via Fratelli Bandiera, I-30020 Marcon Fraz. Gaggio (VE), Italie;

- 2) Adoption de la nouvelle dénomination et des nouveaux statuts de la Société;
- 3) Reconnaissance des démissions des gérants actuels de la Société et décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat;
- 4) Nomination des nouveaux gérants de la Société;
- 5) Reconnaissance de la démission de l'actuel réviseur d'entreprise agréé de la Société et décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat;
- 6) Nomination du nouveau réviseur d'entreprise agréé de la Société;
- 7) Donner procuration à tout membre du nouvel organe de gestion de la Société nommé, afin que chacun des membres soit autorisé par sa signature à prendre, au nom de la Société, les actions et décisions nécessaires à l'enregistrement de la Société en Italie;
- 8) Divers.

V. Sur base de l'ordre du jour, les Associés prennent les décisions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'approuver la Migration. Le siège social, le lieu de direction et de contrôle et la place centrale d'administration de la Société seront situés au 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Marcon Fraz.Gaggio (VE), Italie.

Conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg et d'Italie, la Migration du Grand-Duché de Luxembourg en Italie n'affecte pas la continuité de la personnalité juridique de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la Migration et sous la condition (condition suspensive) de l'enregistrement du présent acte auprès du Registre des entreprises, la Société opérera en Italie sous la dénomination Suivante: «AIREST COLLEZIONI S.R.L.»

Les Associés décident de procéder à la modification des Statuts afin de s'assurer qu'ils soient conformes aux exigences du droit italien.

Cette résolution est sujette à l'exécution, au dépôt, et la promulgation de toutes les formalités juridiques du droit italien.

Une copie des Statuts modifiés devront rester joints au présent acte afin d'être déposée auprès de l'autorité d'enregistrement.

Troisième résolution

Sous la condition de l'approbation de la Migration par l'autorité compétente italienne, les Associés acceptent la démission des gérants suivants, à la Date Effective, et décide de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat:

- M. Thierry Hubert, gérant de catégorie B, résidant professionnellement au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mme Monica Scarpa, gérant de catégorie A, résidant professionnellement au 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venise, Italie;

- M. Giovanni Curtolo, gérant de catégorie A, résidant professionnellement au 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venise, Italie.

Quatrième résolution

Sous la condition de l'approbation de la Migration par l'autorité compétente italienne, l'Associé Unique décide de nommer, à la Date Effective, les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de la Société:

- M. Thierry Hubert, né le 6 juin 1962 à Etterberk (Belgique), résidant au 135, avenue des Dames Blanches, 1150 Bruxelles, Belgique;

- Mme Monica Scarpa, né le 26 avril 1963 à Venise (Italie), résidant professionnellement au 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venise, Italie;

- M. Giovanni Curtolo, né le 2 novembre 1964 à Conegliano (Italie), résidant professionnellement au 7, Via Fratelli Bandiera, I-30020 Venise, Italie.

En conséquent, sous la condition de l'approbation de la Migration par l'autorité compétente italienne, les gérants de la Société seront les personnes suivantes à partir de la Date Effective:

- M. Thierry Hubert;

- Mme Monica Scarpa;

- M. Giovanni Curtolo.

Cinquième résolution

Sous la condition de l'approbation de la Migration par l'autorité compétente italienne, les Associés acceptent la démission du réviseur d'entreprise agréé suivant, à la Date Effective, et décide de lui accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat:

- Ernst & Young Luxembourg S.A., une société anonyme, ayant son siège au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88019.

Sixième résolution

Sous la condition de l'approbation de la Migration par l'autorité compétente italienne, l'Associé Unique décide de nommer, à la Date Effective, la personne suivante en tant que nouveau réviseur d'entreprise agréé de la Société:

- M. Lino De Luca, né le 29 août 1946 à Vittorio Veneto (Italie). En conséquent, sous la condition de l'approbation de la Migration par l'autorité compétente italienne, le réviseur d'entreprise agréé de la Société sera la personne suivante à partir de la Date Effective:

- M. Lino De Luca, né le 29 août 1946 à Vittorio Veneto (Italie).

Septième résolution

Sous la condition de l'approbation de la Migration par l'autorité compétente italienne, les Associés décide de donner procuration à tout membre du nouvel organe de gestion de la Société nommé par la présente assemblée, agissant individuellement afin de prendre toute action nécessaire ou accessoire en relation avec les résolutions ci-dessus et en particulier pour procéder à toute action ou acte nécessaire à l'enregistrement de la Société en Italie.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ deux mille Euros (2.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41605. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140292/245.

(130170635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

ManCo1 Holding PE S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 179.302.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of September,

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Me Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg,

acting as special attorney in fact of GP ManCo Holding PE S.à r.l., the manager (gérant) of ManCo1 Holding PE S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 12 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2307 of 19 September 2013 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 179.302 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary of 26 September 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

by virtue of the authority conferred on him by resolutions adopted by the Board of Managers of GP ManCo Holding PE S.à r.l. (the manager (gérant) of the Company) on 23 September 2013, a copy of which resolutions, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed.

The said appearing person has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I. That the issued share capital of the Company is presently set at nine million seven hundred sixty-eight thousand five hundred euro (EUR 9,768,500.-), divided into nine million seven hundred sixty-eight thousand four hundred ninety-nine (9,768,499) class A shares and one (1) class B share, each having a nominal value of one euro (EUR 1.-) and fully paid up.

II. That pursuant to Article 7 of the Company's Articles of Incorporation, the authorized capital of the Company has been fixed at twenty million and one euro (EUR 20,000,001.-), divided into twenty million (20,000,000) class A shares and one (1) class B share, each with a nominal value of one euro (EUR 1.-).

III. That the Board of Managers of GP ManCo Holding PE S.à r.l. (the manager (gérant) of the Company), in its meeting of 23 September 2013 and in accordance with the authority conferred on it pursuant to the Company's Articles of Incorporation, has decided to issue three million three hundred sixty-four thousand five hundred thirteen (3,364,513) new class A shares in the framework of a capital increase by way of contribution in kind.

IV. That Mrs Jennifer Ferrand, acting in her capacity as attorney in fact of GP ManCo Holding PE S.à r.l., the manager (gérant) of the Company, and according to the authority granted to her pursuant to the resolutions of the Board of Managers of GP ManCo Holding PE S.à r.l. dated 23 September 2013, has acknowledged and confirmed, on the basis of a report issued by Deloitte Audit S.à r.l. in accordance with article 26-1 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, in a confirmation dated 30 September 2013, a copy of which shall remain attached to the present deed, that the capital is increased by an amount of three million three hundred sixty-four thousand five hundred thirteen euro (EUR 3,364,513.-) by the issuance of three million three hundred sixty-four thousand five hundred thirteen (3,364,513) new class A shares.

V. That as a consequence of the above mentioned increase of capital and issue of shares, paragraph one of Article 5 of the Articles of Incorporation is therefore amended and shall read as follows:

" **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at thirteen million one hundred thirteen thousand thirteen euro (EUR 13,133,013), divided into thirteen million one hundred thirteen thousand twelve (13,133,012) class A shares (the "Class A Shares"), which shall be held by the limited shareholder(s) (actionnaire(s) commanditaire(s)) and one (1) class B share (the "Class B Share"), which shall be held by the unlimited partner (associé commandité), in representation of its unlimited partnership interest in the Company. Each issued share of each class has a nominal value of one euro (EUR 1) and is fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at three thousand two hundred euro (EUR 3,200.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by her surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trentième jour de septembre,

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

M^e Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg,

agissant comme mandataire spécial de GP ManCo Holding PE S.à r.l., le gérant de ManCo1 Holding PE S.C.A., une société en commandite par actions régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 12 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2307 du 19 septembre 2013, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 179.302 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par suivant acte du notaire soussigné en date du 26 septembre 2013, dont la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n'a pas encore été effectuée.

en vertu d'une procuration qui lui a été conférée par résolutions adoptées par le Conseil de Gérance de GP ManCo Holding PE S.à r.l. (le gérant de la Société) en date du 23 septembre 2013, une copie desdites résolutions, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'enregistrer les déclarations et constatations suivantes:

I. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à neuf million sept cent soixante-huit mille cinq cents euros (EUR 9.768.500.-), divisé en neuf million sept cent soixante-huit mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (9.768.499) actions de catégorie A et une (1) action de catégorie B, ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) et entièrement libérées.

II. Qu'en vertu de l'article 7 des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société a été fixé à vingt millions et un euros (EUR 20.000.001.-), divisé en vingt millions (20.000.000) actions de catégorie A et une (1) action de catégorie B, ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1.-).

III. Que le Conseil de Gérance de GP ManCo Holding PE S.à r.l. (le gérant de la Société), lors de sa réunion en date du 23 septembre 2013 et conformément au pouvoir qui lui a été conféré en vertu des statuts de la Société, a décidé d'émettre trois million trois cent soixante-quatre mille cinq cent treize (3.364.513) nouvelles actions de catégorie A dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature.

IV. Que Mme Jennifer Ferrand, agissant en sa qualité de mandataire spécial de GP ManCo Holding PE S.à r.l., le gérant de la Société, et conformément au pouvoir qui lui a été conféré par résolutions du Conseil de Gérance de GP ManCo Holding PE S.à r.l. du 23 septembre 2013, a constaté et confirmé, sur la base d'un rapport de Deloitte Audit S.à r.l. établi conformément à l'article 26-1 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée, dans une confirmation en date du 30 septembre 2013, dont une copie restera annexée au présent acte, que le capital social est augmenté d'un montant de trois million trois cent soixante-quatre mille cinq cent treize euros (EUR 3.364.513,-), par l'émission de trois million trois cent soixante-quatre mille cinq cent treize (3.364.513) nouvelles actions de catégorie A.

V. Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social et cette émission d'actions, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié en conséquence et aura désormais rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital Émis.** Le capital émis est fixé à treize million cent trente-trois mille treize euros (EUR 13.133.013), représenté par treize million cent trente-trois mille douze (13.133.012) actions de catégorie A (les «Actions de Catégorie A»), qui doivent être détenues par les actionnaires-commanditaires et une (1) action de catégorie B (l'«Action de Catégorie B») qui doit être détenue par les associés-commandités, en représentation de leur engagement indéfini dans la Société. Chaque action a une valeur nominale de un euro (EUR 1), et chaque action est entièrement libérée.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges toute nature payable par la Société suite en raison du présent acte sont estimés à trois mille deux cents euros (EUR 3.200,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: N. GAUZÈS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 02 octobre 2013. Relation: DIE/2013/12205. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 08 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140715/113.

(130171916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Ordre des experts indépendants professionnels en automobile, Association sans but lucratif.

Siège social: L-7220 Walferdange, 42, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg F 5.171.

L'ajout de l'article 9-1 des statuts a été voté dans le cadre de l'assemblée générale en date du 14 mars 2012:

« **Art. 9-1.** Les membres qui ne travaillent pas à plein temps comme expert en automobile, soit pour des raisons privées, soit qu'ils sont en retraite ou préretraite ou autre cas, n'ont plus le droit de vote pour les décisions d'admission de membres et les décisions destinées à organiser le futur de la profession d'expert.

Il ne peut pas être considéré comme un maître de stage.

Le comité de l'Ordre des Experts Indépendants et Professionnels en Automobile peut accorder une dérogation ou exception qui doit être approuvée par vote à la majorité des membres du comité.

Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Pour l'Ordre des Experts Indépendants et Professionnels en Automobile

Référence de publication: 2013142575/16.

(130173420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Hoffmann Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.483.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires et par le conseil d'administration en date du 12 août 2013

1. Le mandat d'administrateur de M. David GIANNETTI venu à échéance, n'a pas été renouvelé.
2. M. Xavier SOULARD a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.
3. Mme Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée administrateur et présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
4. M. Franck BETH, administrateur de sociétés, né à Roubaix (France), le 6 mai 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
5. Le mandat d'administrateur de M. Sébastien ANDRE a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
6. Le mandat de commissaire de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *HOFFMANN INVESTMENT S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013127121/24.

(130154942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

AirFlowControl S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6660 Born, 8, Schlassstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 111.150.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125626/9.

(130152872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

tvb-consulting s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1415 Luxembourg, 20, rue de la Déportation.

R.C.S. Luxembourg B 172.106.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125618/9.

(130153333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Société Nationale de Contrôle Technique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5230 Sandweiler, 11, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 166.216.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013127346/12.

(130154773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.